

# LE DEVOIR

VOL. LXXXVIII - N° 174

MONTREAL, LE LUNDI 4 AOÛT 1997

88c + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

**PERSPECTIVES**

## Dieu est dans le vestiaire

Shayne Corson, Michael Irvin, Tim Raines et plusieurs autres millionnaires du sport ont fait parler d'eux pour autre chose que leurs exploits sportifs. Si l'un a été acteur de ces faits qualifiés de divers à cause de la drogue, l'autre l'a été pour l'alcool ou pour avoir fait le coup de poing dans un bar. Les propriétaires des équipes, du moins certains d'entre eux, ont arrêté une contre-offensive. Laquelle? Introduire Dieu dans le vestiaire.

Steve Young est le quart-arrière des Forty-Niners de San Francisco. Il a... Peut-être faut-il signaler que là nous sommes dans le football. Toujours est-il que la semaine dernière, il a signé un contrat de cinq ans évalué à 45 millions, des millions américains.

Brett Favre est le quart-arrière des Packers de Green Bay. Nous sommes encore dans le football. Peu avant que Steve Young ne signe son contrat, Favre signa le sien. A quelques virgules près, les chiffres imprimés dans le contrat de Favre sont identiques à celui de Young. Pourtant, entre l'un et l'autre il y a une grande différence: l'âge.

Young, selon les experts en sujets sportifs, est en fin de carrière. Favre, s'il n'est plus un débutant, n'est pas encore un vétérans. Chose certaine, il est encore loin de la retraite. Les deux, signalons-le, sont très talentueux.

Du moins si l'on en croit tous ceux qui examinent à la loupe les chansons de geste dominicales de nos bonshommes.

Steve Young est le descendant direct de Brigham Young. C'est ce dernier qui a «installé» les Mormons dans l'Utah. Steve Young présente bien. Assez bien en tout cas pour engranger des milliers de dollars hors des stades. Comment? Dans la publicité. Son image est bonne. Il inspire confiance. D'autant plus, que s'il fait ce qu'il a promis de faire une fois qu'il aura raccroché son chandail des Forty-Niners, il sera missionnaire. Pour le bénéfice de qui? Des Mormons évidemment.

Favre est du genre plus... comment dire? Il est fort en gueule comme d'autres sont forts en thème. Surtout, surtout, il a eu un problème d'alcool. Assez récent, le problème. A cause de cela, Favre et plusieurs autres avec lui ne sont pas aussi prisés que Young et quelques autres avec lui par les agences de publicité. Ce faisant, ils sont moins gâtés par les propriétaires de clubs très chatoilleux aujourd'hui pour tout ce qui a trait à l'image. Celle qui permet de rapporter très gros.

Le fait que Young ait obtenu un contrat, toutes proportions gardées, plus lucratif que Favre, illustre les changements profonds qui s'opèrent, certes lentement, dans le monde monétaire-sportif nord-américain.

Afin de ne pas altérer la colonne des bénéfices, de plus en plus de propriétaires d'équipes ont introduit des règles qui se conjuguent avec morale religieuse.

Le plus bel exemple nous a été donné par l'équipe de baseball les Rangers du Texas. Après l'onde de choc provoquée par l'affaire O. J. Simpsons, après la grève des joueurs de baseball, la direction de cette équipe a décidé un chambardement tous azimuts. Un chambardement qui s'est soldé par ceci: désormais il faut accorder davantage d'attention au profil moral de tel joueur qu'à ses capacités athlétiques.

Aidés, voire conseillés, par des organisations religieuses comme la Fellowship of Christian Athletes, les dirigeants de cette équipe ont mis sur pied un espèce de comité qui voit à ce que tel sportif ne soit pas trop laïque aux alentours. De fait, avant de discuter dollars, avant d'amorcer la négociation d'un contrat, l'athlète convoité doit passer un examen.

Attention! L'examen est assez subtil. Il ne s'agit pas d'un test farci de questions bibliques. Que non! Histoire de ne pas se faire taxer de discrimination, le test a été élaboré en fonction des valeurs familiales. Toujours est-il qu'aujourd'hui, 20 des 25 membres des Rangers du Texas sont ce qu'on appelle des «born again christian». Forcément, ces derniers font du prosélytisme.

Entre les Athletes in Action to Sports Spectrum Ministries et les Christian Surfers United States sans oublier ceux d'en haut, les militants de la Fellowship of Christian Athletes, on s'arrange pour que les «athlètes vendent le gospel aussi bien qu'ils vendent des lames de rasoir et des liqueurs douces», pour reprendre les mots de John Dodderidge des Christian Athletes tels que rapportés récemment dans le *New York Times*.

En fait, c'est plutôt l'inverse qu'il faudrait dire. Soit, grosso modo, «si vous voulez qu'on achète les lames de rasoir et les liqueurs douces que vantent ces athlètes, encouragez-les à vendre le gospel. Sinon, on ne les achètera pas, les lames et les liqueurs douces.» En tout cas, les agents des vedettes ont très bien compris le message. Eux qui sont payés au pourcentage des revenus réalisés dans les stades et sur les écrans de la «pub-télé», sont de plus en plus nombreux à «convertir» leurs protégés.

Désormais, Dieu est partout. Dans le vestiaire, sur le monticule mais surtout dans les colonnes. Celles de l'argent.

**MÉTÉO**

Montréal  
Ensoleillé avec passages nuageux.  
Max: 22 Min: 12

Québec  
Ciel variable.  
Max: 22 Min: 10

Détails, page B 7

**INDEX**

Agenda ..... B 6    Le monde ..... A 5  
Annonces ..... A 4    Les sports ..... B 5  
Avis publics ..... B 7    Montréal ..... A 3  
Culture ..... B 8    Mots croisés ..... A 4  
Économie ..... B 2    Planète ..... B 4  
Editorial ..... A 6    Télévision ..... B 7

www.ledevoir.com

**LES ACTUALITÉS**

Vent préélectoral sur La Pocatière, page A 3



**LE MONDE**

Israël redoute de nouveaux attentats, page A 5



**L'ENTREVUE**

Théodore Monod, à la recherche de la vie, page B 1

## «Mon plus grand accomplissement»



Classé 57<sup>e</sup> au monde, l'Américain Chris Woodruff remportait hier un premier titre en carrière... et 337 000 \$ US.

## Woodruff gâche la fête

Le Brésilien Gustavo Kuerten, coup de cœur des Montréalais, s'incline en finale des Internationaux de tennis du Canada

PIERRE CAYOUILLE  
LE DEVOIR

L'Omniom de tennis du Maurier a pris fin comme il se devait, c'est-à-dire par la chute d'un favori... Le Brésilien Gustavo Kuerten, coup de cœur de la foule montréalaise, s'est incliné en trois sets, 5-7, 6-4, 6-3, devant le surprenant Américain Chris Woodruff au terme d'un match extrêmement relevé disputé sous un ciel parfait et sous les yeux d'un stade à guichets fermés.

Au lendemain de sa victoire écrasante contre Michael Chang, Kuerten semblait légèrement moins en jambes et son extraordinaire revers s'avérait moins meurtrier que la veille. Même les bruyants encouragements des représentants de la diaspora brésilienne de Montréal n'y pouvaient rien. A certains moments, on se croyait dans un stade de soccer tant les partisans de «Guga» étaient enthousiastes.

Chris Woodruff, en revanche, a joué le match de sa vie, multipliant les services gagnants et les fructueuses accélérations du coup droit.

«C'est mon plus grand accomplissement à ce jour», a

avoué l'Américain de 24 ans originaire du Tennessee, à l'issue du match. Ses efforts ont valu à Woodruff un premier titre en carrière, un chèque de 337 000 \$ US et la promesse de grimper parmi les 30 premiers joueurs au classement mondial, lui qui était 57<sup>e</sup> avant d'entreprendre la semaine.

En double, Lareau et O'Brien se sont inclinés devant Paes et Bhupathi

Woodruff aura vécu à Montréal une semaine de rêve. Il s'est offert tour à tour Jan Siemerink (16<sup>e</sup> favori), Goran Ivanisevic (2<sup>e</sup>), Mark Philippoussis (7<sup>e</sup>) et Yevgeny Kafelnikov (4<sup>e</sup>) avant de battre Gustavo Kuerten en finale.

Béni des dieux, Woodruff a survécu à une balle de match dans sa rencontre de deuxième ronde contre Siemerink... Pas mal pour un joueur universitaire qui, il y a deux ans à peine, a failli tout abandonner, comme le rappelait son entraîneur Scott Perelman.

Favori de la foule, Gustavo Kuerten devindra peut-être sous peu la star que se cherche le tennis mondial depuis quelques années. Avec ses allures de grand adolescent et son sourire chaleureux, le vainqueur de Roland-Garros séduit les foules. Inscrit à la toute der-

VOIR PAGE A 8: WOODRUFF

## William S. Burroughs (1914-1997)

## La Beat Generation n'est plus

Williams S. Burroughs n'est plus. Lui parti, la Beat Generation n'est plus. Enfin... Il reste les livres. Il reste *Le festin nu*. Il reste le cut up. Et quelque chose d'exemplaire: être un libre-penseur.

SERGE TRUFFAUT  
LE DEVOIR

William Sewar Burroughs, l'écrivain aux joues creuses, est mort samedi dans l'état, le Missouri, où il naquit il y a 83 ans de cela. Il y a quatre mois ce fut Allen Ginsberg. Il y a vingt-huit ans ce fut Kerouac. Autrement dit, la trilogie emblématique de la Beat Generation a achevé son terme il y a 48 heures.

Tout avait commencé avec cet aristocrate décadent qu'était William Burroughs. Plus vieux de quelques années que Jack et Allen, c'est lui, l'auteur du *Festin nu* et croisé de l'humour froid comme une lame de scalpel, qui avait converti Kerouac et Ginsberg à la littérature alors que eux y croyaient sans trop y croire, à leurs talents d'écrivains.

Le premier acte littéraire de Burroughs fut celui-ci: faire lire les autres. Témoin des premières rencontres, en 1944 à New York, entre Burroughs et les

deux autres, Jane Kramer, une amie de la bande, se souvint: «Burroughs prit immédiatement en main l'éducation de Ginsberg, lui donnant des exemplaires des manuscrits Mayas à étudier et lui faisant faire des exercices sur les oeuvres des auteurs qu'ils admiraient - Kafka, Spengler, Blake, Yeats, Céline, Korzybski, Vico et Rimbaud, comme il fit par ailleurs avec Kerouac.»

Ces exercices littéraires, ces exercices imposés, marqueront tant Kerouac que ce dernier mettra en scène le vieux Bill dans tous ses bouquins. Souvenons-nous de *Sur la route*: «Il (NDLR: c'est-à-dire Burroughs) passait tout son temps à parler et à instruire les autres... Nous avions tout appris de lui. C'était un type d'un

VOIR PAGE A 8: BURROUGHS

## L'UMQ renvoie la balle à Québec

Les maires rejettent la facture de 500 millions et demandent un nouveau pacte fiscal pour le 15 septembre

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
LE DEVOIR

L'Union des municipalités du Québec renvoie la balle au gouvernement, en même temps que sa facture de 500 millions, en sollicitant une rencontre avec le premier ministre Lucien Bouchard pour la création d'un nouveau pacte fiscal d'ici le 15 septembre prochain. Elle reporte ainsi à plus tard le débat redouté autour du cœur du problème — la définition de l'équité — et tourne le dos au ministre des Affaires municipales, Rémy Trudel.

En assemblée spéciale samedi, à Montréal, près de 400 représentants de dizaines de municipalités du Québec ont majoritairement rejeté le plan Trudel, jugeant primordial et urgente la tenue d'une conférence Québec-municipalités pour l'élaboration d'un pacte fiscal. L'éclatement et la division du monde municipal prévue par certains, redoutée par d'autres, n'a donc pas eu lieu cette fin de semaine, les maires choisissant sagement de

Tournant les dos à Rémy Trudel, l'UMQ sollicite une rencontre avec Lucien Bouchard

VOIR PAGE A 8: UMQ

## L'éditorial de Gilles Lesage, page A 6

## Qui va là, amie? Maurane termine sa tournée au théâtre Maisonneuve

MARTIN BILODEAU

À la sortie de l'album *Différente*, en 1995, on disait de Maurane qu'elle s'était assagie, que cette grande auteure-compositrice-interprète, découverte ici grâce à *Starmania* en 1988, dont le répertoire (*Danser, Pas gaie la pagaille, Toutes les mammas*) mariait si bien l'humour à ses états d'âme, avait attrapé le baby-blues et, par conséquent, prenait un virage plus intérieur.

Jointe à son domicile bruxellois, en prévision du spectacle qu'elle donnera demain soir au théâtre Maisonneuve, Maurane me rassure tout de suite: «Je ne suis pas devenue une fille très sérieuse. Faut pas m'appeler Madame maintenant [rire]. J'aime toujours autant rire, mais les états dans lesquels j'évolue présentement sont peut-être mieux définis, du rent peut-être plus longtemps; je passe moins vite d'un extrême à l'autre.» La voix calme et sereine qui, d'outre-mer,

VOIR PAGE A 8: MAURANE

## Autres informations, page B 8



ASSOCIATED PRESS

## • LES ACTUALITÉS •

EN BREF

Réunion d'urgence  
à MIL Davie

(Le Devoir) — Les employés de la MIL-Davie se réunissaient hier pour faire le point sur la situation jugée inquiétante des chantiers maritimes. C'est que les carnets de commande de la compagnie sont vides. L'an dernier, la MIL a été achetée du gouvernement du Québec pour un dollar symbolique par la Dominion Bridge, qui avait en plus reçu 25 millions pour éponger les dettes de l'entreprise et constituer un fonds de roulement. La nouvelle direction promettait d'obtenir de nouveaux contrats, mais les employés sont maintenant déçus et craintifs. Ils réclament même une enquête publique sur la gestion des chantiers.

## Chant des baleines sur le FM

Vancouver (PC) — Si le CRTC lui donne sa bénédiction, une singulière station radiophonique pourrait cet automne voir le jour sur la Côte ouest: sa programmation serait entièrement consacrée aux chants des baleines. C'est un spécialiste des cétacés de l'Aquarium de Vancouver, le biologiste John Ford, qui a lancé cette idée. S'il entre en ondes, le poste ORCA-FM émettra en direct le chant des baleines capté par un microphone fixé au fond de la Baie Robson. Il s'agit d'une aire de rassemblement privilégiée par les baleines, située au nord-est de l'île de Vancouver. Les étranges plaintes seraient ensuite diffusées à l'aquarium dans le cadre d'une exposition spéciale et pourraient être captées sur la bande FM en bordure de la Baie Robson. «Les kayakistes et les plaisanciers pourront s'asseoir dans la baie pour y admirer les baleines et les entendre dans les écouteurs de leur baladeur, a prédit John Ford. A l'aquarium, on pourra entendre en direct les baleines au moment où elles chassent et où elles socialisent.»

## Queen Mum a 97 ans

Londres (Reuter) — La reine-mère souffle aujourd'hui ses 97 bougies, toujours aussi populaire et, semble-t-il, épargnée par les scandales et les rumeurs qui minent la famille royale depuis des années. La grand-mère préférée des Britanniques, qui la surnomment Queen Mum, se prêtera à son bain de foule annuel devant sa résidence de Londres, Clarence House. Le protocole est un peu désuet mais les plus fidèles sympathisants de la cour y tiennent: la Royal Horse Artillery tirera 21 coups de canon en son honneur. Une fanfare militaire entonnera alors le traditionnel Happy Birthday et quelques petits enfants offriront des bouquets à la Reine-mère. Après une opération de la hanche l'année dernière, la Reine-mère, plus en forme que jamais, se refuse toujours à laisser son âge l'emporter sur sa fonction. Elle continue à assister à de nombreux événements publics, s'aidant seulement d'une canne de marche. La déférence que tout bon Britannique portait à la famille royale a disparu depuis bien longtemps. Cependant, Queen Mum, grande amatrice de courses de chevaux et de gin-tonic, continue à occuper le haut des classements de popularité. Celle qu'Hitler avait baptisée «la femme la plus dangereuse d'Europe» parce qu'elle savait mieux que quiconque remonter le moral des troupes, avait gagné le respect de ses sujets en refusant de quitter Londres, sous les bombardements allemands, pendant la Seconde Guerre mondiale.

Nommé au Sénat par Pierre Elliott Trudeau

## Décès soudain de Rizzuto

«Je me considère chanceux d'avoir pu bénéficier de ses conseils éclairés», dit Chrétien, troublé par la mort de ce «cher et vieil ami»

PRESSE CANADIENNE

Le sénateur libéral Pietro Rizzuto, à une époque le libéral fédéral le plus influent au Québec, est mort subitement dans la nuit de dimanche à l'âge de 63 ans. Selon certaines sources, il aurait succombé à une hémorragie cérébrale.

M. Rizzuto, de Laval, avait été nommé sénateur en 1976 par Pierre Elliott Trudeau.

Né le 18 mars 1934 à Cattolica Eraclea, en Italie, M. Rizzuto avait émigré au Canada à l'âge de 20 ans, comme des milliers de ses compatriotes appauvris par la Deuxième Guerre mondiale.

«Il est parti de rien», a commenté hier le président du Conseil du trésor, Marcel Massé. «C'est l'histoire classique du gars qui part de rien et qui réussit, et il était certainement un modèle pour sa communauté.»

Le premier ministre Jean Chrétien s'est dit troublé, hier, par le décès soudain de ce «cher et vieil ami». «Je me considère chanceux d'avoir pu bénéficier de ses conseils éclairés», indique M. Chrétien dans un communiqué. «Il va beaucoup me manquer.»

Homme d'affaires — il était président de Placements Rizzuto inc. —, M. Rizzuto s'est impliqué dans des organisations sociales: clubs optimistes, scouts. Il avait fondé et présidé en 1972 la Fédération des associations italiennes du Québec.

Ses activités publiques l'avaient tout naturellement amené à la politique, même s'il ne s'est jamais présenté à une élection.

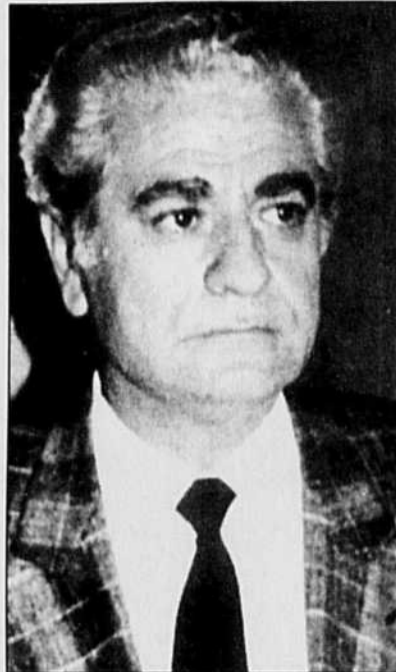
Le Parti libéral du Canada avait vraisemblablement remarqué ses qualités de meneur et sa notoriété, des atouts pour un organisateur politique.

En 1976, le premier ministre de l'époque, Pierre Elliott Trudeau, le remercia à sa façon de ses bons services en le nommant au Sénat. De là, il pouvait continuer à agir sur les destinées du parti tout en se rapprochant du pouvoir politique.

En 1984, après la défaite libérale aux mains des conservateurs de Brian Mulroney, M. Rizzuto s'était retroussé les manches et avait joué un rôle déterminant dans la reconstruction du parti.

En 1990, Jean Chrétien le choisit pour organiser sa campagne à la direction du PLC.

L'année suivante, il est élu président de la Commission



Pietro Rizzuto

ARCHIVES LE DEVOIR

électorale du parti pour le Québec, un poste extrêmement influent où il peut «faire et défaire» un candidat. Il peut aussi user de son influence pour «remercier» des candidats défaits.

Pendant la campagne électorale de 1993, il est tout naturellement organisateur en chef du PLC au Québec.

«C'était un des meilleurs organisateurs que le Parti libéral ait jamais eus», a indiqué le ministre des Travaux publics, Alfonso Gagliano, qui a travaillé à ses côtés depuis 1984. «Il aimait le Canada et le Québec, et il a travaillé dur pour garder le Québec au sein du Canada.»

À titre d'organisateur en chef au Québec, M. Rizzuto avait cependant commis un impair en 1993 en promettant publiquement à tous les candidats libéraux défaits un bon emploi au gouvernement, ce qui avait grandement embarrassé le chef libéral, Jean Chrétien, à quelques jours du scrutin.

Certains ont parlé alors d'un geste délibéré, le sénateur voulant se venger parce que M. Chrétien l'avait exclu du comité de transition chargé de présider le processus d'accession au pouvoir.

## Organisateur influent

D'autres incidents de campagne ont amené le premier ministre à écarter pour de bon cet organisateur un peu trop influent au goût de certains. M. Rizzuto devient alors «simple» sénateur. Lors des dernières élections générales, c'est le député Alfonso Gagliano qui agissait à titre d'organisateur en chef pour le Québec.

M. Rizzuto avait aussi été ébranlé par les allégations du député bloquiste Gilles Rocheleau, qui avait associé son nom à la mafia italienne de Montréal lors de la campagne électorale de 1993. Le sénateur avait intenté une poursuite de 400 000\$ pour atteinte à la réputation et à l'intégrité professionnelle et personnelle. L'audition de la cause avait débuté le 30 octobre 1995, jour du référendum sur la souveraineté du Québec.

Le 20 février 1996, la Cour supérieure donnait raison au sénateur, et condamnait M. Rocheleau à verser 170 000\$ en dommages. Les deux hommes s'étaient entendus par la suite pour une somme gardée secrète.

M. Rizzuto laisse dans le deuil sa femme Giuseppina et ses enfants Melina, Alfonso et Maria Christina. Son frère, Jean Rizzuto, est chef du Parti Option Laval.

Lettre au Monde

Vive le Québec  
libre! (suite)

«Un employé municipal voulant faire du zèle a placé un micro sous le nez du général»

Ancien ministre du général de Gaulle, Roland Nungesser a adressé au quotidien *Le Monde* du vendredi 1<sup>er</sup> août cette lettre à propos du débat entre historiens de la désormais célèbre déclaration du président de la République française du balcon de l'hôtel de ville de Montréal le 24 juillet 1967.

Les historiens continuent de débattre sur les motivations du «Vive le Québec libre!» lancé par le général de Gaulle du balcon de l'hôtel de ville de Montréal. Les uns l'attribuent à la préméditation, les autres à l'improvisation. Ils ont tort et raison les uns et les autres.

La préméditation ne fait aucun doute quant à la volonté du général de poser avec vigueur le problème du statut du Québec dans la fédération canadienne. En effet, alors que je devais l'accompagner en tant que secrétaire d'Etat aux finances chargé des affaires internationales sur le *Colbert*, le général, apprenant que je devais signer un accord commercial avec le gouvernement canadien, demanda que je parte avant lui pour conclure ce traité à Ottawa, avant son arrivée au Québec. Dès ce moment, je pressentais qu'il poserait avec rudesse le problème des relations entre la «Belle Province» et la fédération canadienne (...).

Lorsque j'arrivai à Montréal, j'appris qu'il venait de lancer «Vive le Québec libre!». Le lendemain, il tint à m'expliquer, lui-même, ce qui s'était passé. La teneur de la conversation fut la suivante: «Eh bien, j'ai crié "Vive le Québec libre!", ça va faire du "schproum", et ça n'a pas fini d'en faire. Mais quand je suis arrivé hier matin, Drapeau, le maire de Montréal, a déclaré: "Ça fait deux cents ans qu'on vous attend", alors je me suis dit: on ne va pas les laisser attendre deux cents ans encore, car vous devinez qu'à mon âge je ne remettrai plus les pieds sur le continent américain avant ma mort. Il fallait donc que je fasse quelque chose pour mettre "les fédéraux" devant leurs responsabilités. Ce n'est pas bon de laisser pourrir des problèmes. Ils faut qu'ils fassent quelque chose à l'égard des francophones.»

L'impression que j'en ai retirée, c'est qu'en employant cette formule il avait été au-delà de ce qu'il aurait voulu. Cela m'a été confirmé par Jean Drapeau, qui m'a dit qu'il n'était pas prévu que le Général prenne la parole du balcon de l'hôtel de ville.

Mais les acclamations de la foule s'étant prolongées, un employé municipal voulant faire du zèle a placé un micro sous le nez du général. Celui-ci s'est cru obligé de faire une allocution, totalement improvisée. Il a été ensuite conduit par l'ambiance, mais surtout par les innombrables pancartes «Vive le Québec libre!» qui s'étaient dressées sous ses yeux, à conclure en reprenant ce même slogan.

Préméditation, donc, pour faire éclater au grand jour le Québec: oui. Préméditation pour l'emploi de la formule indépendantiste: non.

Découvrez  
le tout nouveau  
site internet  
du *Devoir*.

ledevoir.com

Sur un ordinateur près de vous

• LES ACTUALITÉS •

J'en suis...



CHRISTIAN GUAY LE DEVOIR

**C'EST DANS UNE AMBIANCE** de carnaval que s'est déroulé hier le cinquième défilé Divers-Cité, organisé par la communauté gaie et lesbienne de Montréal. Des dizaines de milliers de personnes se sont massées le long des rues Saint-Denis et Sainte-Catherine, au centre-ville de Montréal, pour célébrer la «fierté gaie». Plusieurs thèmes étaient abordés par les chars allégoriques, du sida à la liberté, en passant par le sport et la reconnaissance des couples homosexuels. Une grande fête devait avoir lieu en soirée dans le village gai. Par ailleurs, une pétition a circulé durant le défilé afin d'appuyer une plainte contre le gouvernement du Québec déposée par la Commission des droits de la personne. La communauté gaie exige de l'Assemblée nationale qu'elle respecte les droits des gais et lesbiennes, notamment la reconnaissance des conjoints de même sexe, et le financement minimal des groupes communautaires.

## La Croix-Rouge pour un dollar?

Ottawa (PC) — La Croix-Rouge devrait céder tous ses avoirs pour 1\$ à la nouvelle agence canadienne de gestion du sang, soutient un membre du conseil consultatif des consommateurs auprès du gouvernement fédéral.

La Croix-Rouge a annoncé vendredi qu'elle se retirait complètement du système d'approvisionnement et de gestion du sang plutôt que d'accepter le rôle restreint que les ministres de la Santé lui suggéraient d'assumer sous l'égide de la nouvelle agence.

«De toute façon, ces avoirs ont été payés en grande partie par les contribuables», a déclaré au Toronto Sun le Dr Michele Brill-Edwards, membre du conseil consultatif auprès du ministre de la Santé, Allan Rock.

«La Croix-Rouge devrait céder ses avoirs pour 1\$ au nouveau système de gestion du sang. Il serait inopportun qu'elle négocie ces avoirs avec la population canadienne.» Il a été impossible de joindre le porte-parole de l'organisme pour obtenir ses commentaires.

Les avoirs de la Croix-Rouge, qui sont évalués à 1 milliard, incluent environ 17 centres de collecte de sang répartis dans diverses régions du pays, de l'équipement médical, des systèmes informa-

tiques et une flotte d'ambulances spécialement équipées.

Les ministres de la Santé ont décidé en septembre dernier de créer une nouvelle agence de gestion du sang à la suite de la controverse entourant la contamination par le sang de 1200 Canadiens qui ont contracté les virus du sida ou de l'hépatite C.

La présidente du conseil des gouverneurs de la Croix-Rouge, Janet Davidson, a promis la coopération de l'organisme et assuré que celui-ci continuerait à recueillir du sang pendant la période de transition. Durhane Wong-Rieger, à la tête de la Société canadienne de l'hémophilie et du conseil consultatif, déplore qu'aucun plan de transition n'ait encore été proposé alors que les réserves de sang sont dangereusement réduites dans la majeure partie du pays.

Entre-temps, la création d'un nouveau système informatique pour surveiller les produits du sang utilisés par les hémophiles a été retardée de quelques mois, mais le directeur du projet, le Dr Irwin Walker, espère qu'il sera prêt d'ici octobre. Ce système permettra à quelque 2000 hémophiles d'être rapidement avisés de tout risque identifié dans les produits du sang qu'ils utilisent.

Fin du 15<sup>e</sup> congrès annuel de la Commission jeunesse des Libéraux

## Johnson est déjà en campagne

«Je vise à ce qu'on soit prêt au printemps prochain pour les élections»

Daniel Johnson a demandé aux jeunes troupes libérales, réunies en congrès annuel, de se préparer à fond pour le prochain rendez-vous électoral. Le chef du PLQ a d'ailleurs ébauché quelques points forts de son prochain programme dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des problèmes constitutionnels.

NORMAN DELISLE  
PRESSE CANADIENNE

La Pocatière — Le Parti libéral du Québec se considère en campagne pré-électorale.

«Je vise à ce qu'on soit prêt au printemps prochain pour les élections», a affirmé hier le chef du PLQ, Daniel Johnson, en clôturant le 15<sup>e</sup> congrès annuel de la Commission jeunesse de son parti, tenu dans le Bas-Saint-Laurent.

C'est pourquoi les libéraux ont établi pour l'automne prochain un calendrier serré, axé sur la préparation du prochain rendez-vous électoral.

M. Johnson a décrit ainsi les préparatifs auxquels lui et ses troupes se livreront au cours des prochaines semaines: identification des candidats potentiels, établissement du positionnement stratégique, réunion de deux conseils généraux du parti, l'un en septembre, l'autre avant les Fêtes, campagne de financement, présence dans les régions et tournées dans les milieux scolaires universitaires.

Les candidats qui doivent porter le drapeau libéral dans les quatre élections complémentaires prévues pour cet automne (Bertrand, Duplessis, Bourassa et Kamouraska-Témiscouata)

sont déjà officiellement connus.

«C'est le premier ministre (Lucien Bouchard) qui décidera s'il a encore la légitimité de gouverner en faisant des "sparages". S'il estime que la volonté populaire ne correspond pas à ce qu'il veut faire, qu'il aille chercher le mandat», a lancé M. Johnson. Devant les quelque 500 délégués au congrès de la Commission jeunesse du Parti libéral, M. Johnson a peaufiné le discours pré-électoral qui sera le sien au cours des prochains mois.

Dans le secteur de la santé, la réforme du gouvernement trébuche au point qu'il «faut qu'un député de l'opposition pose une question à l'Assemblée nationale pour qu'un patient puisse se faire opérer» dans un hôpital.

Le ministre de la Santé, Jean Rochon, dit ne faire qu'appliquer la réforme préparée par l'ancien gouvernement libéral mais c'est faux, estime le chef de l'opposition: les libéraux ne voulaient pas «fermer des hôpitaux ou réclamer une fortune aux patients pour les médicaments». Si la situation semble se redresser dans le monde de l'éducation, c'est que la ministre Pauline Marois a finalement décidé de «reculer pour appliquer plutôt le programme libéral». Ce serait le cas dans le

dossier des garderies, dans la fixation des frontières scolaires ou dans l'attribution d'un statut linguistique aux commissions scolaires, a prétendu le chef libéral.

Quant au dossier constitutionnel, M. Johnson s'est réjoui que le programme de renouvellement du fédéralisme que le PLQ s'est donné en mars dernier semble inspirer de plus en plus d'intervenants au Canada anglais.

La Commission jeunesse du PLQ a même adopté en fin de semaine une proposition invitant les premiers ministres provinciaux, qui seront en réunion annuelle à compter de mercredi au Nouveau-Brunswick, à tout mettre en œuvre pour inscrire au plus vite dans la Constitution canadienne le caractère distinct du Québec et un droit de veto régional.

M. Johnson a aussi prétendu que le discours du gouvernement péquiste voulant que le déficit budgétaire soit réduit à zéro d'ici l'an 2000 est «une fraude». Ce déficit est plutôt «caché sous le perron de la porte arrière», notamment par un transfert aux municipalités.

Le président de la Commission jeunesse du PLQ, Jonathan Sauvé, a abondé dans le même sens que son chef sur la date possible des élections. «Nous venons peut-être de tenir le dernier congrès annuel de notre commission avant les prochaines élections générales», a estimé M. Sauvé. M. Johnson a cependant invité les jeunes libéraux à «la prudence» dans au moins deux

dossiers. Le premier dossier est une vaste réforme des institutions politiques envisagée par les jeunes libéraux afin de redonner de la crédibilité à la classe politique. «J'en appelle à la prudence, notamment pour faire en sorte que l'expérience ne devienne pas un obstacle à la participation à la vie politique», a lancé M. Johnson. Les jeunes pensent entre autres à limiter la longueur des mandats des élus et à proposer la tenue d'élections à date fixe.

Le deuxième dossier est celui de l'amiante, où les jeunes libéraux réclament rien de moins qu'un boycott des produits en provenance de pays qui auront banni l'utilisation de l'amiante, notamment la France. M. Johnson a rappelé que de telles mesures de représailles ont connu plus ou moins de succès dans le passé.

Les jeunes libéraux ont par ailleurs évité d'aborder en fin de semaine une controverse résolution par laquelle ils se préparaient à réclamer l'abolition de la formule Rand dans le syndicalisme.

Cette formule prévoit que les cotisations syndicales sont payables par tous les salariés d'une entreprise, même ceux qui n'adhèrent pas au syndicat, car ils jouissent eux aussi des avantages négociés par le syndicat pour ses membres.

### Propagation du sida

## Les seringues propres peuvent attirer les toxicomanes

Ottawa (PC) — Les programmes d'échange de seringues destinés à endiguer la propagation du virus du sida chez les consommateurs de drogues intraveineuses pourraient bien avoir l'effet contraire, estime un spécialiste.

«Les programmes étendus d'échange de seringues peuvent rassembler des toxicomanes qui ne se croieraient jamais autrement, ce qui peut accroître la transmission du virus», affirme le Dr Kate Hankins, épidémiologiste à la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal et directrice adjointe au Centre d'étude sur le sida de l'Université McGill.

Le Dr Hankins et d'autres observateurs émettent l'hypothèse que la centralisation des points de distribution de seringues peut en fait contribuer à alimenter l'épidémie, à tout le moins dans les villes les plus touchées par l'épidémie du VIH, telles Montréal et Vancouver.

«Il s'agit toujours d'une hypothèse, mais c'est une conclusion naturelle, dit-elle. Si tous se rendent au même endroit pour échanger des seringues, ils finiront par retrouver les mêmes visages. Puis, ils se mettront à acheter leur drogue dans le coin et à se piquer en compagnie de gens qui ne font pas encore partie de leur réseau social. Il y a dès lors plus de toxicomanes qui se

rassemblent, augmentant du coup les risques d'infection.»

Le Dr Hankins croit que la solution est évidente: il faut décentraliser les points de distribution. Les seringues devraient être disponibles auprès des cliniques communautaires, des unités d'urgence des hôpitaux, des centres de réhabilitation, des pharmacies et des cabinets médicaux.

Un responsable de la santé publique de la région Ottawa-Carleton, le Dr Ed Ellis, réplique que «son hypothèse peut être vraie sous certains aspects, mais je ne crois pas que notre programme d'échange de seringues crée des réseaux sociaux à risques.»

Dans un article paru récemment dans le Journal de l'association médicale canadienne, des chercheurs affirment que, même en s'appuyant sur des estimations conservatrices de taux d'infection, les programmes d'échange de seringues ne sauvent pas que des vies, ils réduisent aussi considérablement les dépenses reliées aux soins de santé.

Le traitement d'une personne infectée par le VIH se chiffre à plus de 100 000 \$ par année — cette estimation est sans doute en-deçà de la réalité depuis l'arrivée de la coûteuse thérapie —, alors qu'un programme d'échange de seringues coûte environ 185 000 \$ par année.

## Le chapeau Tilley



Le chapeau Tilley est à l'épreuve de l'eau (son bord devient rigide au contact de l'eau) et de la moisissure (lavable à la machine). Il protège contre les rayons UV-A et UV-B, s'attache, flotte, ne rétrécit pas et est offert dans toutes les tailles. Il est accompagné d'un manuel d'instructions de quatre pages et d'une assurance contre la perte (2 ans, déductible de 50%). Il sera remplacé sans frais si jamais il s'use.

**Tilley Endurables**  
1050 ave. Laurier Ouest  
272-7791

OBTENEZ UN CATALOGUE GRATUIT EN COMPOSANT LE 1-800-465-4249

## Le Québec, coup de coeur des Français

Paris (AP) — Partir au Québec. Sur un coup de coeur, pour changer de vie dans la patrie des grands espaces, de l'écologie et des vraies valeurs. Comme une Amérique qui parlerait français... Ce sont les motivations des candidats au départ, Jean-Luc qui a reçu le feu vert, ou Henri qui doute.

Pour Jean-Luc Chaignon, 29 ans, agent dans l'immobilier près du Mont Saint-Michel, le rêve québécois relaye celui de l'Amérique, qu'il traîne «depuis tout petit». Deux voyages dans la Belle Province, et il «ne peut plus se passer de l'accent».

Depuis, parce qu'«on est un peu serrés en France», il

a fait une demande. Qui vient d'être acceptée, à l'issue d'un entretien sur sa motivation. Jean-Luc a un CAP de dessin industriel, un CV qui enchaine «pas mal de boulots à droite à gauche», puis un bac tardif dans la vente. Il va quitter un travail sûr pour un Québec où il n'a pas de pistes. Sans s'inquiéter, car il sait que son profil de polyvalent qui ne rechigne pas à la tâche trouvera preneur. Lui reste désormais à économiser les 30 000 FF (7,500 \$) requis comme pécule de départ... Et à passer outre ses quelques regrets: de France, ne lui manqueront que les soirées techno, et son petit neveu qu'il ne verra pas grandir... Henri Ové,

tailleur de pierre âgé de 31 ans, admet, lui, être plus «réveur» qu'émigrant sérieux: «Volontaire pour tout ce qui est départ», c'est sous l'influence de son ami Youssef qu'il s'est lancé. Depuis, un peu rebuté par toute la paperasse, il a du mal à remplir le dossier. Lui, l'artisan qui a «tout appris sur le tas» et vit surtout de travaux de plomberie, il ne se sent pas assez diplômé. Même s'il sait que les profils atypiques passent parfois les fourches caudines.

Reste que même dans ce cas, il lui faudra ensuite réunir le fameux pécule de départ. «J'ai l'impression de partir perdant», soupire-t-il.

**Défense nationale** National Defence  
**AVIS AU PUBLIC**  
**CHAMP DE TIR DE SAINT-BRUNO**  
 Jusqu'à avis contraire, il y aura des exercices de tir de jour et de nuit aux champs de tir de Saint-Bruno.  
 La zone de danger est circonscrite par les limites du camp de Saint-Bruno près de Saint-Basile le Grand (Québec), et sise dans la paroisse Sainte-Julie (cinquième concession) et la paroisse Saint-Bruno. Il est possible d'obtenir une description du champ de tir de Saint-Bruno en s'adressant au Chef du Génie construction de la BFC Montréal.  
 Tous les chemins, routes et voies d'accès à la zone du camp sont indiqués par des affiches libellées en français et en anglais, interdisant l'entrée dans la zone.  
**MUNITION ET EXPLOSIFS ÉGARÉS**  
 Les bombes, grenades, obus et autres engins explosifs analogues constituent un danger. Ne ramassez pas ces objets et ne les gardez pas comme souvenirs. Si vous avez trouvé ou si vous avez en votre possession un objet que vous croyez explosif, prévenez la police de votre localité, qui prendra les mesures nécessaires.  
 Il est interdit à toute personne non autorisée de pénétrer dans la zone ci-dessus.  
 PAR ORDRE  
 Sous-ministre  
 Ministère de la Défense nationale  
 OTTAWA, CANADA  
 17630-77

**Défense nationale** National Defence  
**AVIS AU PUBLIC**  
**CHAMPS DE TIR GARNISON DE L'ESTRIE (FARNHAM), QUÉBEC**  
 Des exercices de tir aux armes portatives se poursuivront de jour et de nuit aux champs de tir de la garnison de l'Estrie jusqu'à nouvel ordre.  
 Ce champ de tir se trouve sur une propriété du MDN, située à l'intérieur de la garnison de l'Estrie, sur la rive gauche de la rivière Yamaska, à environ 2,8 km au nord-ouest de Farnham. Il est possible d'obtenir un plan détaillé des champs de tir en s'adressant au Chef du Génie construction de la BFC Montréal.  
 Tous les chemins, routes et voies d'accès à la zone de la garnison indiqués par des affiches libellées en français et en anglais, interdisant l'entrée dans la zone.  
**MUNITIONS ET EXPLOSIFS ÉGARÉS**  
 Les bombes, grenades, obus et autres engins explosifs analogues constituent un danger. Ne ramassez pas ces objets et ne les gardez pas comme souvenirs. Si vous avez trouvé ou si vous avez en votre possession un objet que vous croyez explosif, prévenez la police de votre localité, qui prendra les mesures nécessaires.  
 Il est interdit à toute personne non autorisée de pénétrer dans la zone ci-dessus.  
 PAR ORDRE  
 Sous-ministre  
 Ministère de la Défense nationale  
 OTTAWA, CANADA  
 17630-77

**loto-québec** résultats  
**6/49** Tirage du 97-08-02  
 GAGNANTS LOTS  
 6/6 5 422 538,10 \$  
 5/6+ 16 39 612,90 \$  
 5/6 336 1 509,00 \$  
 4/6 18 538 52,40 \$  
 3/6 320 233 10 \$  
 Numéro complémentaire: 24  
 Ventes totales: 16 506 026 \$  
 Prochain gros lot (approx.): 2 000 000 \$  
**SELECT 49** Tirage du 97-08-02  
 GAGNANTS LOTS  
 6/6 0 1 000 000,00 \$  
 5/6+ 1 12 167,40 \$  
 5/6 11 737,40 \$  
 4/6 890 42,50 \$  
 3/6 14 008 5 \$  
 Numéro complémentaire: 12  
 Ventes totales: 531 736 \$  
 Gros lot à chaque tirage: 1 000 000 \$  
**Extra** Tirage du 97-08-01  
 GAGNANTS LOTS  
 566897 100 000 \$  
 66897 1 000 \$  
 6897 250 \$  
 897 50 \$  
 97 10 \$  
 7 2 \$  
 Numéro complémentaire: 24  
 Ventes totales: 531 736 \$  
 Gros lot à chaque tirage: 1 000 000 \$  
**Extra** Tirage du 97-08-02  
 GAGNANTS LOTS  
 526967 100 000 \$  
 26967 1 000 \$  
 6967 250 \$  
 967 50 \$  
 67 10 \$  
 7 2 \$  
 Numéro complémentaire: 24  
 Ventes totales: 6 900 990 \$  
 Prochain gros lot (approx.): 8 500 000 \$  
 Prochain tirage: 97-08-08  
**7** Tirage du 97-08-01  
 GAGNANTS LOTS  
 4 5 20 24 37 40 47  
 Numéro complémentaire: 33  
 GAGNANTS LOTS  
 7/7 0 7 000 000,00 \$  
 6/7+ 2 63 487,50 \$  
 6/7 48 2 314,60 \$  
 5/7 2 724 145,60 \$  
 4/7 57 365 10 \$  
 3/7 52 033 10 \$  
 3/7 471 419 particip. gratuite  
 Ventes totales: 6 900 990 \$  
 Prochain gros lot (approx.): 8 500 000 \$  
 Prochain tirage: 97-08-08  
**TVA, le réseau des tirages**  
 Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.  
 En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

# LES ACTUALITÉS

Star de l'afro-beat

## Fela, le «Black president» est mort

«Il a inlassablement utilisé sa musique pour défendre la justice sociale»

FRANCK AIGBOGUN  
ASSOCIATED PRESS

Lagos — Superstar de la musique africaine dans les années 70 et 80, le musicien nigérian Fela Anikulapo Kuti est mort samedi des suites d'une défaillance cardiaque liée au SIDA, a annoncé dimanche sa famille. Il avait 58 ans.

Souvent surnommé le «Black president», la star de l'afro-beat a été un opposant critique et courageux des différentes juntes militaires corrompues qui se sont succédées dans son pays.

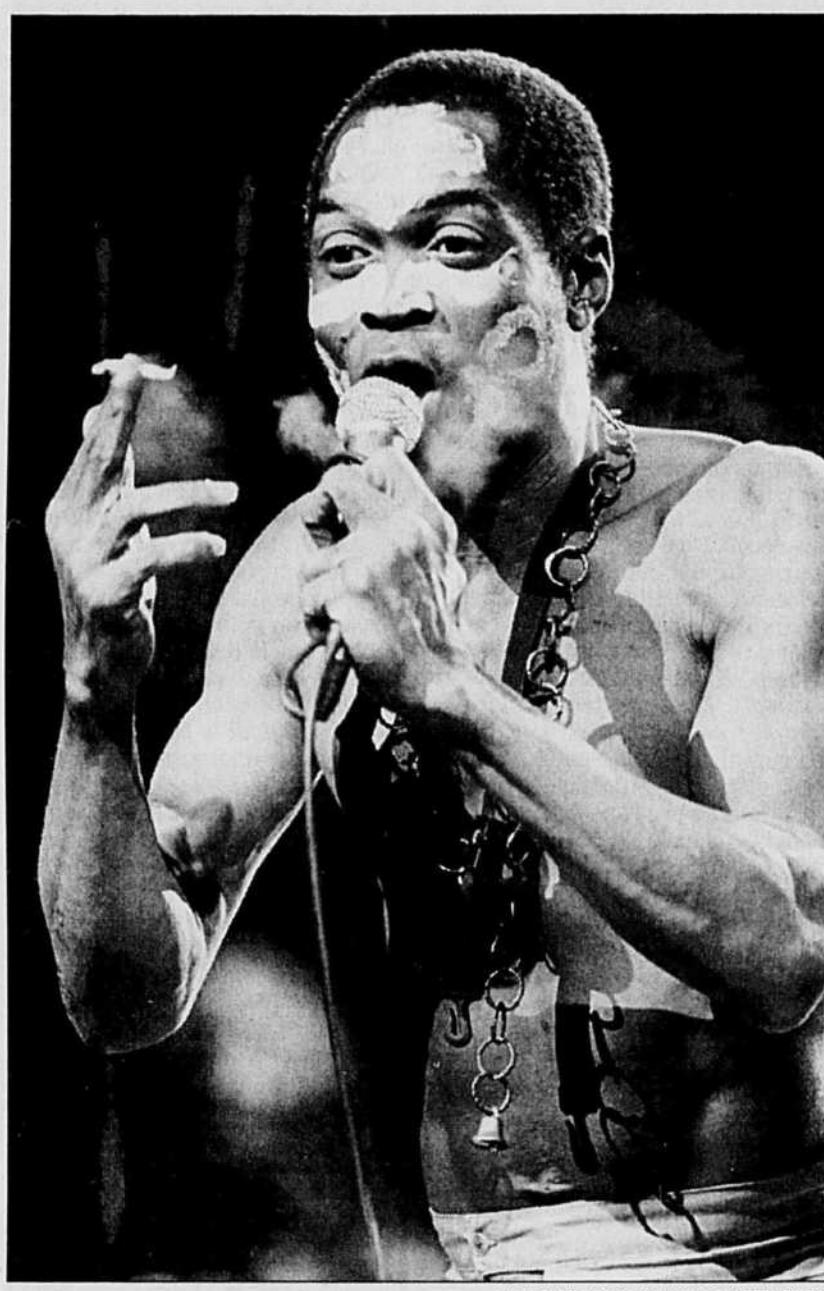
Admirateur de Charlie Parker, ce saxophoniste né en 1938 à Abeokuta (80 km au nord de Lagos) d'un père pasteur et d'une mère syndicaliste se lance dans le jazz africain baptisé «high life», avant d'aller découvrir pendant ses études au Trinity College of Music à Oxford (1959-1962) et à Londres la pop et le reggae.

Il a également fait un séjour au Ghana et aux États-Unis, en pleine période de lutte pour les droits civils.

Revenu pour de bon au Nigéria, c'est au début des années 70 qu'il commença à connaître une grande popularité avec son afro-beat qui mêle jazz africain façon juju, rythmes africains traditionnels, funk et rhythm & blues.

Son nom signifie: Fela (Celui dont émane la grandeur) Anikulapo (Celui qui a la mort dans son carquois) Kuti (Celui dont la mort ne peut être causée par les mains de l'homme).

Ses démêlés avec le pouvoir lui valent de nombreux séjours en prison, mais cet amateur invétéré de marijuana n'hésite pas à utiliser sa boîte



LAURENT REBOURS ASSOCIATED PRESS

Fela Anikulapo Kuti: haine des généraux nigériens.

de nuit (le «Shrine») à Lagos, qu'il proclame «zone libérée» pour y lancer des diatribes contre l'oligarchie et la corruption qui ravage son pays mais aussi le continent africain.

Sa maison avait été incendiée en 1977 et attaquée par des hommes ar-

més en mars 1996.

La dernière interpellation de Fela remontait au 9 avril dernier: avec une centaine de membres de son entourage, il avait été embarqué du «Shrine» pour utilisation de marijuana.

Dans un épisode dramatique symbolisant sa haine des généraux au pouvoir, il avait déposé en 1979 le cercueil de sa mère récemment décédée sur les marches du bâtiment abritant le quartier général de la junte. Il avait expliqué qu'il voulait démontrer par ce geste que le pouvoir de l'Etat était impuissant devant le pouvoir de l'esprit.

### Harem

Entouré de son harem composé de 27 femmes, le «Black president» a fait paraître des albums audacieux comme *Zombie*, *Shuffling and Smiling*, *Army Arrangement*, *Vagabond in Power* et multiplié les coups de gueule avec des titres tels que *Black Man's Cry*, *Colonial Mentality*, *Beat For No Nation*, *Why Not African Religions*. L'un de ses fils, Fema Kuti, également saxophoniste, a repris le flambeau paternel, mais avec moins de succès.

Un autre des frères de Fela, Beko Ransome Kuti, est un important dissident nigérian.

Il a été condamné l'année dernière à 15 ans de prison pour sa participation supposée à un projet de coup d'Etat. Son frère aîné Olikoye Ransome-Kuti, un médecin qui fut directeur général adjoint de l'OMS, a profité du décès de Fela pour accuser le gouvernement de n'avoir rien fait contre le SIDA.

«Pour nous, c'était un monument, une référence. L'écouter, c'était comme un bol d'air, un choc. Il nous a apporté beaucoup sur le plan musical avec son groove très moderne et sa voix particulière», a confié le musicien zairois Lokua Kanza dans un entretien par téléphone à l'Associated Press.

«C'était aussi l'un des rares artistes qui ont osé s'opposer au régime politique, à la corruption. Il a fait de la prison plusieurs fois, il a risqué sa vie pour ça», a ajouté le chanteur. «C'est une perte importante pour notre continent».

«Fela était une légende qui a inlassablement utilisé sa musique pour défendre la justice sociale», a commenté de son côté l'écrivain et homme d'affaires nigérian Rachid Gbadamasi.

## Gouzi-gouzi et papati, et patata

«Parler bébé» pour développer harmonieusement le langage des enfants

Washington (AP) — Allez-y, ne soyez pas coincés, bêtifiez librement avec les tout-petits. Les chercheurs américains vous donnent le feu vert pour «parler bébé», car c'est essentiel pour que les enfants développent harmonieusement le langage.

D'autant plus que ce doux bla-bla semble être universel, que les parents s'expriment en anglais, russe ou suédois... En effet, selon la neurologue Patricia Kuhl, de l'Université de Washington, lorsqu'ils s'adressent à bébé, les parents exagèrent inconsciemment les voyelles dont l'enfant a besoin afin de maîtriser les éléments phonétiques du langage. Ils adaptent la mélodie de leur voix pour que les voyelles soient plus marquées et leur durée allongée.

Et bien sûr, pour leur faciliter encore plus le travail, les parents parlent aussi plus aigu aux enfants, parce que ces derniers saisissent mieux ces sons-là. En effet, ils se tournent plus vers les adultes qui leur parlent «bébé» que vers ceux qui émettent de tristes sons adultes «normaux»...

Dans une étude parue dans la revue *Science*, Patricia Kuhl souligne que les bébés de cinq mois commencent à énoncer les trois voyelles communes à toutes les langues: a, i et o. Ils apprennent donc à catégoriser les voyelles importantes dans leur langue, en laissant de côté les variations plus subtiles et moins fondamentales.

Comme par hasard, ce sont aussi

ces trois sons sur lesquels les mères de toutes nationalités insistent le plus lorsqu'elles parlent aux tout-petits.

Cette technique, que les scientifiques qualifient de «parenthèse», est «même plus qu'une mélodie: c'est un véritable cours spontané sur le langage, et les mères ne savaient même pas qu'elles le faisaient», estime Mme Kuhl.

Son étude portait sur les bébés de moins de six mois: en effet, les enfants plus âgés, qui ont déjà commencé à s'attaquer au langage en tant que tel, ont besoin de beaucoup plus que de ce «parler bébé».

Pour Richard Aslin, de l'Université de Rochester, qui étudie le développement du langage chez l'enfant, ces résultats sont très intéressants: «Il y a certainement une période, au début de la vie, pendant laquelle vous repérez les voyelles», estime-t-il. Et le fait de «fournir des versions exagérées de ces catégories de voyelles rend la tâche beaucoup plus facile pour le bébé».

En revanche, on ne sait pas si le fait d'avoir une mère qui ne mettra pas l'accent sur ces voyelles peu avoir un impact négatif sur l'enfant. Dans le doute, mieux vaut donc «gazouiller»...

Cette chanson parentale est étonnante pour Patricia Kuhl: elle montre que si un parent prend le temps de parler à son enfant, il saura tout naturellement le faire de manière à ce que cela apporte une connaissance à son petit. Question de structure biologique...

## Les eaux de l'Oder baissent

Francfort sur l'Oder, Allemagne (AP) — Pour la première fois depuis 18 jours, les eaux de l'Oder en crue ont commencé à baisser hier, lentement mais régulièrement. Et si une nouvelle brèche a été signalée, elle a vite été placée sous contrôle.

Le niveau de l'Oder s'abaisse lentement, dans certains endroits la décrue n'est que de 13 centimètres en 24 heures. Les autorités allemandes espèrent donc que le pire est passé, mais soulignent que tout danger n'est pas écarté pour la plaine de l'Oderbruch.

Une nouvelle brèche a donc été découverte à Hohenwutzen (nord de l'Oderbruch). Elle mesurait 30 mètres de long et seulement cinq centimètres de large. Des hélicoptères ont rapidement largué des sacs de sable et la colmater. Hier, le soleil brillait et la température devenait estivale. Ce temps sec devrait durer plusieurs jours.

Plus de 100 personnes sont mortes en Pologne et en République tchèque dans ce qui est considéré comme la pire inondation en Europe centrale depuis deux siècles.

Téléphone: 985-3344

## LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340

### I · N · D · E · X

RÉGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL  
100 • 150 Achat-vente-échange  
160 • 199 Location
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL  
200 • 250 Achat-vente-échange  
251 • 299 Location
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES  
ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

### LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI  
DE 8H30 À 17H00

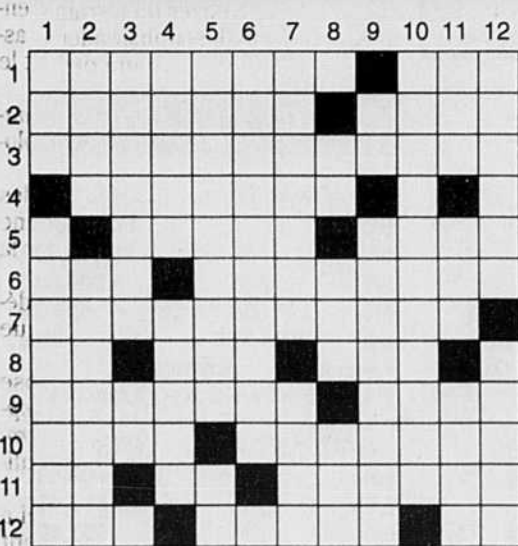
Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3344  
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit



### MOTS CROISÉS



- HORIZONTALEMENT**
- Compositeur autrichien (1797-1828). — Mois.
  - Doublure de vêtement. — Rivière de France.
  - Susceptibilité. — Extrémité de l'aile.
  - Préfixe signifiant centième partie. — Ensemble de cellules non reproductrices.
  - Peuple du sud-est du Nigeria. — Obus.
  - Manifestement.
  - Couleur. — Jardin d'animaux. — Colère.
  - Réaction. — Maître spirituel.
  - Nabot. — Mis en cuve.
  - Lui. — Éminence. — Aptitude.
  - Pièce de la charrue. — Insecte social. — Cube.
- VERTICALEMENT**
- Pronom. — Oiseau de l'ère tertiaire.
  - Nettoyant. — Arctique.
  - Fayot. — Lettre grecque.

Solution de samedi

1. GERMIER FAUVE  
2. ORAISON INOUE  
3. DOIGTIER AILE  
4. ET NI BEURE  
5. LIPOME CE TR  
6. OSINABILITE  
7. REGARARE M  
8. ERIGER MITRE  
9. A SOUBRESAUT  
10. TROIR NIE  
11. REAUX BONI  
12. FISURER SEI

### 101

PROPRIÉTÉS À VENDRE

A VOIR A St-Basile-le-Grand, maison 40x26 sur un immense terrain 70x168. Aménagement ext. et grandes fenêtres. Immenses pièces. 2 c.c., 2 s de b. Poss. d'ajouts. 105.000\$. 653-5704.

MAISON DE REVE, pisc. int., 7 pièces, 2 c. à c. Beaucoup d'extras. Faut vendre rapidement. 174.500\$. 652-6870.

### 103

CONDOMINIUMS CO-PROPRIÉTÉS

CARRÉ ST-LOUIS. Grand 5 1/2 de style. Entresol, ensol., 2000 p.c., 2 s. de b. asc. privé. Poss. 550 p.c. bureau. 128.500\$. 842-7046. www3.sympatico.ca/james.newman.

OUTREMONT. Grand rez-de-chaussez avec sous-sol, face à église, rénovation de qualité, cuisine et s.bains reliés à neuf. Grande terrasse. Stationnement. A voir 495-9774.

### 130

MAISONS DE CAMPAGNE

A STE-ÉLISABETH (Lanaudière). Centenaire, 7 1/2 pièces, terrain env. 25.000 p.c. Prix modique. (514)756-2746.

MAISON ANCESTRALE. 250 acres, en cours de restauration, vue except., 6 c.c., 74.000 p.c. (21.500 comm. relataes à Beléchassee. 175.000\$. (418) 884-2210.

### 160

APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

C.D.N., 6 1/2 rue Jean-Brillant, métro Snowdon, chauffé, eau chaude, garage. 1er sept. 915\$. 737-4443.

4 1/2 RÉNOVÉ - RUE JEANNE D'ARC 3e, boiseries, pl. bois franc, lav./séch. inh., 435\$/mois. 584-3907.

AHUNTSIC O., 5 1/2 meublé, chauffé, août 97 - juillet 98. 253-4017.

ANJOU. Très grand haut duplex, résidentiel, près de tout. 565\$. Réf. 351-9007.

LOFT meublé, chauffé, 2.750 p.c., St-Laurent près Laurier. Moyen ou long terme. 2.000\$. 270-1835.

MONT-GABRIEL (dir sur les pentes). Grand 6 1/2, luxueux loyer, 3 c.c., golf, ski, tennis. 800\$/mois. Denis, Re Max Ste-Adèle ctr. (514)594-2502.

### 160

APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

OUTREMONT. Bernard/Dollard, grand 6 1/2 ensoléillé, 3 c.c., électros. Chauffé. Balcon. Stat. 1.200\$. 276-2296.

OUTREMONT, rue Bernard demi-s.s., 5 1/2, 3 c.c. fermées, clair, rénové, équipé. Meublé ou non. 600\$. 271-4168.

PLATEAU, 4 1/2, face parc, r. de c., salon double, entrée lav./séch., occ. imm. 4422 Fullum. 253-8803 après 18h30.

PLATEAU, Villeneuve Ouest, 3e, gr. 5, rénové, 1er août. Très clair 750\$. Réf. 652-8145, 277-0346.

WESTMOUNT ADJ., Résidence 4.000 p.c. habitable, 5 c.c., 3 s.bains, foyer, air climatisé, système alarme, garage double, grand jardin. 3.000\$/m. 522-9916.

### 170

HORS-FRONTIÈRES À LOUER

50 KM DE ROME. Bourg médiéval, confort moderne. Grand 4 1/2 meublé, 800\$/mois. Prés de tous services + transports. Sept à mai. 849-9039.

### 176

CHALET À LOUER

A ST-ADOLPHE D'HOWARD 3 ch. c., accès au lac, 1 km du village 585-2299

### 450

EMPLOIS DIVERS

## LE DEVOIR

télémarketing

Le service de la promotion des abonnements du journal Le Devoir recherche des personnes dynamiques, professionnelles et responsables afin d'exécuter, de nos locaux, un travail de sollicitation téléphonique.

Description du travail:  
✓ Sollicitation d'abonnements à partir de listes téléphoniques;  
✓ Suivi téléphonique auprès de la clientèle du Journal;  
✓ Sondages (au besoin).

Horaires de travail:  
Lundi au jeudi, 17h15-21h15

Veillez communiquer avec Evelyne Labonté au 985-3471, du lundi au vendredi, de 14h00 à 16h00, ou faire parvenir votre c.v. avant le 8 août 1997, à l'adresse suivante:

Service des ressources humaines (T0897)  
Le Devoir  
2050, rue de Bleury, 9e étage  
Montréal, (Québec) H3A 3M9

Télécopieur: (514) 985-3330

Nous remercions à l'avance toutes les personnes qui soumettront leur candidature, voulons les personnes retournées pour une entrevue recevant un accusé de réception.

### 176

CHALET À LOUER

JOLIS CHALET À Mitis-sur-mer. (petit 1 c.c., grand 3 c.c.) Galerie, boisé, plage sable. Sept/oct. (418)562-8237, 418-750-2999.

ST-COME, en bordure rivière L'Assomption. 2 chalets situés sur un immense terrain (30 arpents). Idéal pour 2 familles amies. (819)428-1265.

### 251

BUREAUX À LOUER

OUTREMONT. Salle d'attente et bureau, entrée privée, Chauffage, éclairé. 500\$/mois. 272-4741.

### 303

ANTIQUITÉS

LIT A BALDAOUIN, fin XVIIIe, très bon état. (418)259-7467.

### 340

ARTICLES DE SPORT

BATONS DE GOLF pour gaucher, 8 fers Wilson Staff, 3 bois (métal) Pinnacle, 350\$. 728-9903.

### 445

GARDERIES GARDIEN(NE)

CHERCHONS GARDIENNE section Outremont. 5 jours/sem. pour 2 enfants 2 1/2 ans + 8 mois. 279-7852.

### 460

EMPLOIS DEMANDÉS

JOLIE voix féminine et chantante offre ses services pour lire aux passionnés de la musicalité du verbe. 725-8601.

### 530

COURS

ANGLAIS INTENSIF Maîtrise McGill. Privé, semi-privé. Angli Linga. 849-5484.

### 542

MASSOTHÉRAPIE

CHINOIS, SUÉDOIS, RUSSES 3 Cornwall, V.M.R. 738-7917

Travail en profondeur 521 boul. St-Joseph E. Bur. 15, 468-3473.

### 546

CARTOMANCIE, ASTROLOGIE

SADOU, médium & clairvoyant africain. Satisfaction garantie, résultats rapides. 342-3763.

### 575

DÉMÉNAGEMENTS

ARTISAN - DÉMÉNAGEUR Courtlois, ponctuel, attentionné VINCENT SCALLON, 946-9553

GILLES JODOIN TRANSPORT INC. Déménagements de tous genres. Spécialité: Appareils électriques. Assurance complète. 253-4374.

### 695

AUTOMOBILES

VOLKS BEATLE '65, ivoire, gagnante de 8 prix, refaite à neuf, 10.800\$ 966-9946 (après 18h30).

### DÉCÈS



LONGPRÉ ANSELME, ABBÉ

### TREMBLAY, CHARLES

À sa résidence le 2 août 1997 à l'âge de 69 ans est décédé Me Charles Tremblay c.r., époux de dame Mance Lachapelle. Il demeurait à Sainte-Foy. Selon ses volontés, il a été inhumé au Crématorium Lépine Cloutier Ltés.

Un service sera chanté en présence des cendres le lundi 4 août 1997 à 14h en l'église des Saints-Martyrs Canadiens, rue Père Marquette, Québec.

La famille recevra les condoléances une heure avant la cérémonie. Il laisse dans le deuil outre son épouse, ses enfants, gendres et sa belle-fille: Claude (Claude Trépanier), Alain (Isabelle Vint), Sylvie, Danièle (Bernard Thiboutot); ses petites-filles: Pascale, Gabrielle et Valérie; ses frères et sœurs: Berthe (Mark O'Neill), Marie (Jean Jacques Tallier), Charlotte (Louis Pratte), Louise (Jean Parrot), Maurice (Pierrette Couillard) et l'Honorable François Tremblay (Louis Tremblay); ses belles-sœurs: Yolande et Louise Lachapelle; son beau-frère: Séverin Lachapelle (Lili Fortier).

Vos marques de sympathie peuvent se traduire par un don à la Fondation de l'Hôtel-Dieu de Québec, 11 Côte du Palais, Québec (Québec) G1R 2J6, tél.: 691-5472.

À la résidence Ignace-Bourget, de Montréal, le 31 juillet 1997 à l'âge de 93 ans, est décédé M. l'abbé Anselme Longpré. Né le 11 février 1904, il était le fils de feu Adéline Richard et de feu Joseph Longpré. Il fut ordonné prêtre le 14 juin 1930 à St-Hyacinthe, ce diocèse auquel il demeura incardiné jusqu'à sa mort. Prédicateur de retraites de tous genres: au clergé, aux laïcs et aux communautés religieuses, dans tout le Canada et ailleurs. Il écrivit aussi de nombreux ouvrages de spiritualité. Il laisse dans le deuil plusieurs neveux et nièces, de nombreux amis et disciples.

Il sera exposé le mardi 5 août à 10h à l'église de la Visitation de la B.V.-M., 1847, boul. Gouin Est, Montréal. Les funérailles présidées par Mgr Louis-de-Gonzague Languevin, évêque de St-Hyacinthe, suivront à 11h. De là, son corps sera transporté à Upton, lieu de son baptême, pour l'inhumation. Direction Maison Alfred Dallaire inc., Laval.



IN MEMORIAM MARTINE MORAND 1966-1995

Le 4 août 1995 un deuil profond touchait ceux qui l'ont aimée

Ton absence perpétuelle nous affligera toujours mais ton doux souvenir vivra en nos cœurs à jamais  
Ton père, ta mère et tes frères

Les maladies cardiovasculaires et les accidents vasculaires cérébraux causent chaque année 37% des décès au pays.

Le Devoir

1 800 367 8363 ou (514) 871-1551

LE DEVOIR  
LE MONDE

EN BREF

**Hamas dément tout lien avec le groupe arrêté à New York**

New York (Reuter) — Le mouvement islamiste Hamas a démenti samedi tout lien avec le groupe qui s'appretait à commettre un attentat dans le métro de New York. Mousa Abou Marzouk, qui dirige l'aile politique du Hamas, a déclaré à CBS à Amman, en Jordanie, que son mouvement ne visait pas les Etats-Unis. «La politique du Hamas n'est pas de viser qui que ce soit en dehors de la Palestine», a dit Marzouk. «Et nous sommes sûrs qu'il n'y a pas d'activités du Hamas hors de Palestine». Le Hamas a également démenti son implication dans le complot terroriste dans un tract adressé aux agences de presse à Jérusalem. Selon le *New York Times*, un portrait du cheikh Omar Abdoul Rahman, un dignitaire religieux égyptien condamné pour plusieurs tentatives d'attentats à New York, a été découvert dans l'appartement des trois suspects arrêtés jeudi. En perquisitionnant, la police a aussi trouvé une lettre en arabe, écrite par un des suspects, Abou Mezer, qui constitue semble-t-il un manifeste politique et un dernier message rédigé avant un suicide programmé. Dans ce texte, le suspect parle de sa haine des Etats-Unis et du peuple juif. Selon ABC, Mezer y dénonce aussi la persécution des Arabes et exprime son soutien au Hamas.

**Taylor président du Liberia**

Monrovia (AFP) — L'ancien chef de guerre libérien Charles Taylor, sept ans après avoir plongé son pays dans la guerre civile, a été officiellement investi samedi à Monrovia 21e président du Liberia lors d'une cérémonie en présence de huit chefs d'Etat africains. Les Forces armées libériennes (AFL), anciens ennemis acharnés des rebelles de Charles Taylor, ont tiré 21 coups de feu lorsque le nouveau président, tout de blanc vêtu à l'exception de lunettes noires, a levé la main droite et juré solennellement de «protéger la constitution du Liberia, avec l'aide de Dieu». Ces paroles ont été accueillies par des applaudissements nourris à l'intérieur du Pavillon où se déroulait la cérémonie et par les acclamations des milliers de personnes massées à l'extérieur. Parmi les élégants invités du Pavillon, où les chefs d'Etat libériens sont traditionnellement investis depuis le 100e anniversaire du pays, en 1947, figuraient le président burkinabé Blaise Compaore, le président tchadien Idriss Deby, le chef de l'Etat guinéen Lansana Conte, le président bissau-guinéen Joao Bernardo Vieira, le président ivoirien Henri Konan Bédié, le président malien Alpha Omar Konaré, le président nigérian Ibrahim Bare Mainassara et le chef de l'Etat nigérian Sani Abacha.

**60 morts en Albanie**

Tirana (AFP) — Plus de 60 personnes ont été tuées et une centaine d'autres blessées en une semaine en Albanie, selon des sources policières et hospitalières interrogées hier. La police albanaise doit lancer la semaine prochaine une opération tous azimuts visant à mettre fin à la violence, a déclaré à la presse le vice-ministre de l'Intérieur, Sokol Bare. Des unités spéciales de la police vont commencer, selon lui, par débloquer les axes routiers reliant le sud au nord du pays et qui sont en grande partie contrôlés par des bandes armées. «Il n'y aura aucun compromis avec le crime», a affirmé M. Bare, membre du nouveau gouvernement de coalition de gauche issu des élections législatives anticipées des 29 juin et 6 juillet. Sept bandes armées ont été arrêtées la semaine dernière, dont celle de Burrel, responsable d'une dizaine de meurtres, viols et vols, selon le ministre de l'Intérieur, Neritan Ceka. Les villes les plus touchées par la violence restent dans le sud celles de Berat, Cerrik, Vlora et Korça et dans le nord celles de Burrel et Shkodra. Tirana, la capitale, n'est pas épargnée non plus. Quinze personnes y ont été tuées entre lundi et hier, dont cinq vendredi. Deux ont été victimes de règlements de comptes et trois ont péri dans une explosion survenue dans un immeuble dans des circonstances non encore élucidées.

**Procès d'islamistes**

Le Caire (AFP) — Le procès de 23 islamistes, dont le principal auteur présumé, en fuite, de l'attentat manqué en 1995 contre le président égyptien Hosni Moubarak, s'est ouvert hier avant d'être ajourné au 1er septembre. Comparaisant devant la Haute cour de sûreté de l'Etat du Caire, dont les verdicts sont sans appel, ces 23 membres de la Jamaa Islamiya, principale formation intégriste armée égyptienne, sont accusés d'avoir voulu perpétrer des actes de terrorisme. Ils avaient planifié entre juin 94 et mars 95 des attentats contre des ministères et des hôtels pour assassiner des policiers, de hauts responsables de l'Etat et des touristes, selon l'acte d'accusation. Ils s'étaient procurés des armes et avaient préparé des grenades et des engins explosifs. A partir du Soudan où il a trouvé refuge, Moustafa Hamza, principal auteur présumé de l'attentat contre M. Moubarak en juin 1995 à Addis Abeba, communiquait ses consignes et envoyait des fonds à ce groupe, toujours selon l'accusation.

**Afflux de réfugiés au Bangladesh**

Chittagong (AFP) — Au moins 12 000 nouveaux réfugiés musulmans fuyant la Birmanie pour des raisons politiques ou économiques sont entrés depuis juin au Bangladesh, a affirmé hier l'organisation de solidarité Rohingya (RSO), qui représente ces réfugiés. Selon le dernier bulletin de cette organisation reçu dimanche par l'AFP, «entre 12 000 et 14 000 réfugiés sont entrés au Bangladesh au cours des deux derniers mois». Le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a estimé à 7000 le nombre des réfugiés, le gouvernement du Bangladesh l'ayant pour sa part officiellement évalué à «plusieurs milliers». Les nouveaux réfugiés affluent au Bangladesh après avoir affronté «la famine» en Birmanie et à la suite «des tortures et de la répression sans limite» exercée par les forces de sécurité birmanes, selon le bulletin de la RSO, le Rohingya Sangbad.

Après l'expiration d'un ultimatum fixé par des islamistes

**Israël redoute de nouveaux attentats**  
*Nétanyahou menace de ne plus honorer les accords de paix*

DANNY GUR-ARIEH  
REUTER

Jérusalem — L'expiration, hier soir, d'un ultimatum fixé par des islamistes et la menace de nouveaux attentats suicides, ont provoqué une certaine nervosité parmi la population d'Israël.

Le chef de la police, Assaf Hefetz, a déclaré aux Israéliens encore en deuil quatre jours après le double attentat suicide qui a fait treize victimes, qu'il était probable que les islamistes frappent à nouveau.

La police, qui a reçu des centaines d'appels lui signalant des objets suspects, était sur les dents à quelques heures de l'expiration d'un ultimatum exigeant la libération de tous les prisonniers palestiniens avant hier soir.

«Je peux vous dire que nous prenons chaque menace très sérieusement», a déclaré hier la porte-parole de la police israélienne, Linda Menuhin.

L'authenticité du document diffusé mercredi au nom du Hamas a été néanmoins mise en doute par les Palestiniens comme par les Israéliens.

Israël n'a annoncé aucune mesure de libération de prisonniers palestiniens. Le document fixant l'ultimatum n'a pas précisé les risques encourus par Israël s'il n'obtempérait pas.

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a

déclaré à son gouvernement qu'Israël n'honorait pas les accords signés avec l'Autorité palestinienne tant que celle-ci n'éradiquerait pas la menace islamiste qui pèse sur l'Etat hébreu.

«Si le président palestinien Yasser Arafat honore les engagements pris dans le cadre des accords, à savoir essentiellement combattre le terrorisme, l'accord survivra. Dans le cas contraire, nous ne respecterons pas nos engagements», a déclaré Benjamin Nétanyahou, cité dans un communiqué.

Des milliers de policiers ont été postés à l'entrée des centres commerciaux, dans les gares routières et dans les lieux les plus fréquentés des principales villes israéliennes.

Le ministre de la Sécurité publique, Avigdor Kahalani, et le chef de la police ont recommandé la vigilance aux Israéliens.

Les véhicules empruntant les grands axes ont de grandes chances d'être interceptés pour un contrôle.

L'armée a procédé dans la nuit à l'arrestation de 37 suspects palestiniens en Cisjordanie, ce qui porte à 116 le nombre de personnes arrêtées depuis le double attentat-suicide qui a fait quinze morts mercredi sur le marché de Mahane Yehuda, dans la Jérusalem juive.

Prié de dire s'il possédait des informations précises relatives à de nouveaux attentats, Assaf Hefetz a répondu au

micro de la radio militaire: «C'est plus qu'une simple hypothèse. Nous avons en main une série d'informations spécifiques qui nous le donnent à penser.»

Quatre jours après le drame, les responsables de l'enquête ne sont toujours pas parvenus à établir de manière certaine l'identité des auteurs. «Nous ne sommes toujours sur aucune piste», a déclaré Assaf Hefetz.

Un tract diffusé au nom du mouvement islamiste Hamas a revendiqué l'attentat et lancé un ultimatum à Israël réclamant la libération de tous les prisonniers politiques d'ici hier soir.

La police israélienne a déclaré que cet ultimatum était un des éléments qui ont motivé la décision, prise samedi, d'augmenter le nombre des patrouilles dans les localités israéliennes.

L'attentat-suicide de mercredi a ravivé le souvenir traumatisant de la série meurtrière perpétrée l'an dernier par des militants islamistes et dans laquelle 57 personnes avaient trouvé la mort en l'espace de neuf jours dans quatre actions séparées.

Deux des quatre bombes qui ont explosé l'an dernier avaient été placées à bord de bus circulant à Jérusalem.

Mohamed Dahlan, chef de la sécurité préventive palestinienne dans la bande de Gaza, a conditionné sa coopération avec les Israéliens à l'application des accords de paix intérimaires.

**Une marche pour la paix**



RICHARD VOGEL, AP

UNE FOULE de 1300 personnes, conduite par plusieurs centaines de moines bouddhistes, a défilé hier dans les rues de Phnom Penh pour réclamer aux dirigeants politiques cambodgiens le règlement pacifique des problèmes du Cambodge. Cette marche pour la paix a été organisée par une personnalité bouddhiste, le Vénérable Maha Ghosanda, quatre semaines après l'éviction du premier ministre, le prince Norodom Ranariddh, par le second premier ministre, Hun Sen. La procession s'est déroulée sans incident. Le co-ministre de l'Intérieur Sar Kheng, membre du parti de Hun Sen, s'y est joint à la fin du parcours. Il a déclaré à la presse qu'il était d'accord avec cet appel à la paix. L'ambassadeur américain, Kenneth Quinn, a discuté avec certains des participants devant le monument de l'Indépendance, où le défilé s'est achevé.

COMORES

**Anjouan fait sécession**  
*Les séparatistes veulent redevenir Français*

AGENCE FRANCE-PRESSE

Mutsamdu — Les séparatistes de l'île comorienne d'Anjouan qui veulent être rattachés à la France ont déclaré hier l'indépendance au cours d'une manifestation à Mutsamudu, la principale ville de l'île.

Quelque 7000 manifestants, qui portaient des drapeaux français et une photo du président Jacques Chirac avec la légende «La France pour tous», ont marché jusqu'à l'ancien palais du gouverneur et ont hissé le drapeau français et celui des sultans qui ont dirigé Anjouan avant l'indépendance.

De là, menés par des commandos masqués, ils se sont dirigés vers la gendarmerie, ont lancé quelques pierres puis sont repartis. Les gendarmes n'ont pas riposté.

La déclaration d'indépendance, signée par le chef du mouvement Abdallah Ibrahim, âgé de 71 ans, demande à la France «d'entendre les cris de détresse du peuple d'Anjouan» et de «soutenir le projet souhaité afin d'éviter

une nouvelle effusion de sang». Mais la France a réitéré, hier, son attachement à l'intégrité territoriale de la République fédérale islamique des Comores», selon un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

Depuis les manifestations du 14 mars dernier où l'armée a tiré, faisant au moins un mort et plus d'une dizaine de blessés graves, le mouvement séparatiste n'a fait que s'amplifier, et la déclaration d'indépendance accuse le président Mohamed Taki Abdoukarim d'avoir indirectement ordonné aux militaires «de tuer» au cours d'un discours à la nation vendredi.

Les soldats et les gendarmes pararmilitaires se sont retranchés dans leur casernes le weekend dernier, laissant les rues aux mains des rebelles, qui ont érigés des barricades et hissé le drapeau français en haut de la préfecture et des mosquées. L'activité des administrations est depuis suspendue.

Le nouveau gouverneur, Cheikh Allaoui, un ancien commandant de la

gendarmerie d'Anjouan qui s'enorgueillit de sa réputation de dur, a quitté samedi Mutsamudu, pour sa ville natale, Domoni, à 40 kilomètres au sud, et ses gardes ont abandonné le bâtiment.

«Nous préférons nous retirer du cadre étatique comorien et exercer en conséquence notre pleine souveraineté sur notre territoire», indique la déclaration d'indépendance.

Les causes du mécontentement sur cette île surpeuplée sont avant tout économiques, mais aussi ancrées dans le sentiment qu'ont les 250 000 Anjouanais d'être négligés par le gouvernement central dans le cadre de la république fédérative. La déclaration accuse les gouvernements successifs d'avoir «délaissé et humilié» les Anjouanais depuis l'indépendance des Comores en 1975.

Les séparatistes lorgnent aussi vers le statut et les avantages sociaux de Mayotte, la quatrième île de l'archipel qui avait choisi de rester sous la tutelle française lors de l'indépendance.

IRAN

**Le nouveau président se montre conciliant envers l'Occident**

ASHRAF FOUAD  
REUTER

Téhéran — Mohamad Khatami a entamé hier soir son mandat présidentiel par un discours dans lequel il a appelé les dirigeants du clergé et les partis politiques iraniens à coopérer avec son gouvernement et laissé entendre qu'il était prêt à dialoguer avec les pays occidentaux.

Après avoir été officiellement confirmé par l'ayatollah Ali Khamenei, Guide suprême de la République islamique d'Iran, Mohamad Khatami a expliqué que «coopération et coordination» étaient nécessaires «entre les grands intellectuels du pays» et les autres forces pour résoudre les problèmes de l'Iran.

«Nous avons besoin de tout le monde: hommes, femmes, jeunes», a ajouté Khatami lors de la cérémonie officielle qui se déroulait à la résidence de Khamenei.

Khatami a ensuite lancé un message en direction des pays occidentaux. «L'Iran est en faveur de la paix et de la sécurité. Il lance un message de spiritualité aux peuples du monde entier.»

«Guidé par la sagesse, l'Iran serrera la main des peuples du monde tout en restant fidèle à sa dignité islamique et à l'honneur national.»

Mohamad Khatami a cependant renouvelé ses critiques envers les politiques expansionnistes, référence à peine voilée aux ennemis jurés de l'Iran, Israël et les Etats-Unis.

Les ambassadeurs de l'Union européenne n'assistaient pas à la cérémonie. Ils n'ont pas repris leur poste à Téhéran depuis qu'un tribunal allemand a rendu un jugement impliquant les autorités iraniennes dans des meurtres à caractère politique. Les Iraniens avaient alors refusé d'accréditer le nouvel ambassadeur allemand.

L'Iran et l'Union tenteraient de trouver un terrain d'entente de dernière minute pour que les ambassadeurs assistent à la prestation de serment de Khatami devant le Parlement aujourd'hui.

«Dans les grandes lignes, je pense que ce discours se voulait conciliant plutôt que provocateur», a déclaré un diplomate qui assistait à la cérémonie.

Mohamad Khatami, 54 ans, porte-parole du camp des modérés réformateurs, a été porté au pouvoir par une majorité de jeunes et de femmes qui voulaient barrer la route au conservateur Ali Akbar Nateq-Nouri.

Le président sortant, Akbar Hachemi Rafsanjani, a déclaré dans son discours de passation de pouvoirs que Khatami avait tout ce qu'il fallait pour gouverner.

Il jouit de la confiance du Guide suprême et dispose d'une légitimité électorale imposante qui lui permet de s'opposer en toute confiance aux puissances agressives et arrogantes, et surtout aux Etats-Unis et à Israël», a-t-il souligné.

Entouré de Khatami et de Rafsanjani, Khamenei a fustigé les politologues et les journalistes qui estiment que le vote massif en faveur de Khatami, considéré comme un représentant de la Gauche islamique et connu pour ses positions libérales, est un signe que le pays est prêt à tourner la page de la révolution.

«Laissons-les dire ce qu'ils veulent et faire les analyses qu'ils souhaitent. Les agences de presse, qui ont toujours suivi la voie des sionistes, ne connaissent ni notre peuple, ni notre pays ni nos responsables. Ils ne se rendent pas compte du mal qu'ils nous font», a déclaré l'ayatollah Ali Khamenei.

Ne manquez pas notre cahier spécial **LE DEVOIR**

rentrée **scOLAIRE**

publié le 16 août prochain!

## É D I T O R I A L

## Des compromis évanescents

Rien de plus révélateur que l'écoute et la lecture des manchettes, en fin de semaine, pour se rendre compte à quel point la facture d'un demi-milliard que Québec leur refile de toute urgence divise les municipalités. Les contradictions fourmillent même dans les comptes rendus journalistiques.

Gilles Lesage

**V**ictoire, titre *Le Soleil*: la banlieue l'emporte et L'Allier (maire de Québec) sort amer de l'UMQ. Les municipalités se mettent d'accord, prétend pour sa part la dépêche de la *Presse Canadienne*, avec en exergue: l'UMQ ressort du sommet «d'autant plus forte, mais toujours fragile», selon le président Mario Laframboise. *Fragile compromis*, conclut *La Presse*: les villes demandent un nouveau pacte fiscal. Finalement, *The Gazette* opine que la bataille des taxes divise les maires: les municipalités ne réussissent pas à trouver une solution à la facture de 500 millions.

Cette dernière interprétation me semble la plus appropriée, à la lumière des conclusions de l'assemblée extraordinaire de l'Union des municipalités du Québec, samedi. Si consensus il y a, il est bien limité et bien étroit. Les maires s'entendent, en effet, pour dire qu'ils sont prêts à faire leur part pour contribuer à l'assainissement des finances du Québec. Ils font aussi consensus pour déplorer, avec vigueur, le délestage brutal d'un demi-milliard du gouvernement vers les municipalités, sans leur donner le temps et les moyens appropriés pour absorber ce cadeau miné.

L'accord se termine à peu près là. S'il y a consensus, il se fait sur le dos de la réforme du ministre Rémy Trudel, encore que les six villes-centres, en particulier Montréal et Québec, y trouvent assez bien leur compte, avec des hausses de taxes limitées autour de 3%.

La victoire dont la mairesse de Sainte-Foy se réclame, c'est l'adoption d'une résolution visant à ce que la contribution des municipalités soit établie sur la richesse foncière uniformisée, selon un taux uniforme de taxation. En d'autres termes, la quote-part municipale ne serait pas modulée de 3% à 9% en moyenne, pour tenir compte des efforts déjà faits ou des responsabilités supplémentaires de plusieurs villes, mais égale pour tout le monde, ainsi que le réclame Mme Andrée Boucher et le regroupement des villes de banlieue.

Pas question, dans ce cas, de reconnaître un statut particulier aux six villes-centres, encore moins à 28 autres grandes villes québécoises. Seule concession, la métropole et la capitale du Québec ont certes droit à un coup de pouce supplémentaire, mais à l'aide des fonds généraux du Québec, pas à la faveur de la réforme du ministre des Affaires municipales.

Probablement destiné à apaiser la grogne des maires Bourque et L'Allier, cet analgésique les a au contraire incités à faire ressortir que la recherche de l'équité va au-delà de l'égalité pure et simple. En raison des obligations qui leur incombent depuis des décennies, Montréal, Québec, Sherbrooke, Hull, Trois-Rivières, Chicoutimi, ont un fardeau fiscal plus lourd que celui des villes de banlieue. Dans une moindre mesure, il en est de même pour les autres grandes villes qui constituent des pôles régionaux. Il n'est que juste que le gouvernement prenne en compte ces responsabilités et tente de mieux répartir le fardeau. Péréquation et pondération sont désormais de rigueur.

Mais il y a le moment et la manière. Venant à la suite d'autres lourdes ponctions depuis 1980, le délestage d'un demi-milliard, en moins de six mois, est bien abrupt, cavalier même. L'éclairage nécessaire et les explications étant réduits au minimum, les élus

se rebiffent et, à leur suite, les contribuables qui se font imposer des hausses de taxes scolaires et municipales. Un beau gâchis, dont le gouvernement est en grande partie responsable, en lançant d'urgence une réforme majeure, sans laisser le temps de la comprendre, et sans donner aux municipalités les moyens d'y faire face adéquatement.

D'où des compromis on ne peut plus boiteux et évanescents. Le principe de l'égalité pour tous a bel et bien fait consensus, mais il y a quand même un certain nombre d'élus municipaux qui ont reconnu quelque statut particulier à Montréal et à Québec. C'est mince, mais cette amorce de reconnaissance de la diversité n'en ouvre pas moins une perspective intéressante pour l'avenir. Les maires Bourque et L'Allier y ont d'ailleurs décelé une brèche, qu'ils mettront sûrement à profit, dès cette semaine.

**La bisbille municipale fait consensus contre Québec**

Il est vrai, par ailleurs, que les villes de banlieue ont fait étalage de leur vigueur, tout au cours de la semaine dernière. Mais le portrait d'ensemble en est plus diversifié qu'il y paraît à première vue. Par exemple, les villes de la banlieue, sur l'île même de Montréal, ont des revendications différentes de celles de la métropole, et même de celles de la couronne nord et sud de Montréal. Même après un examen sommaire, on constate rapidement que la réalité municipale est multiple et diverse. Il n'y a pas d'égalité mathématique, par exemple, entre Westmount et Sillery, ou entre Laval et Sainte-Foy.

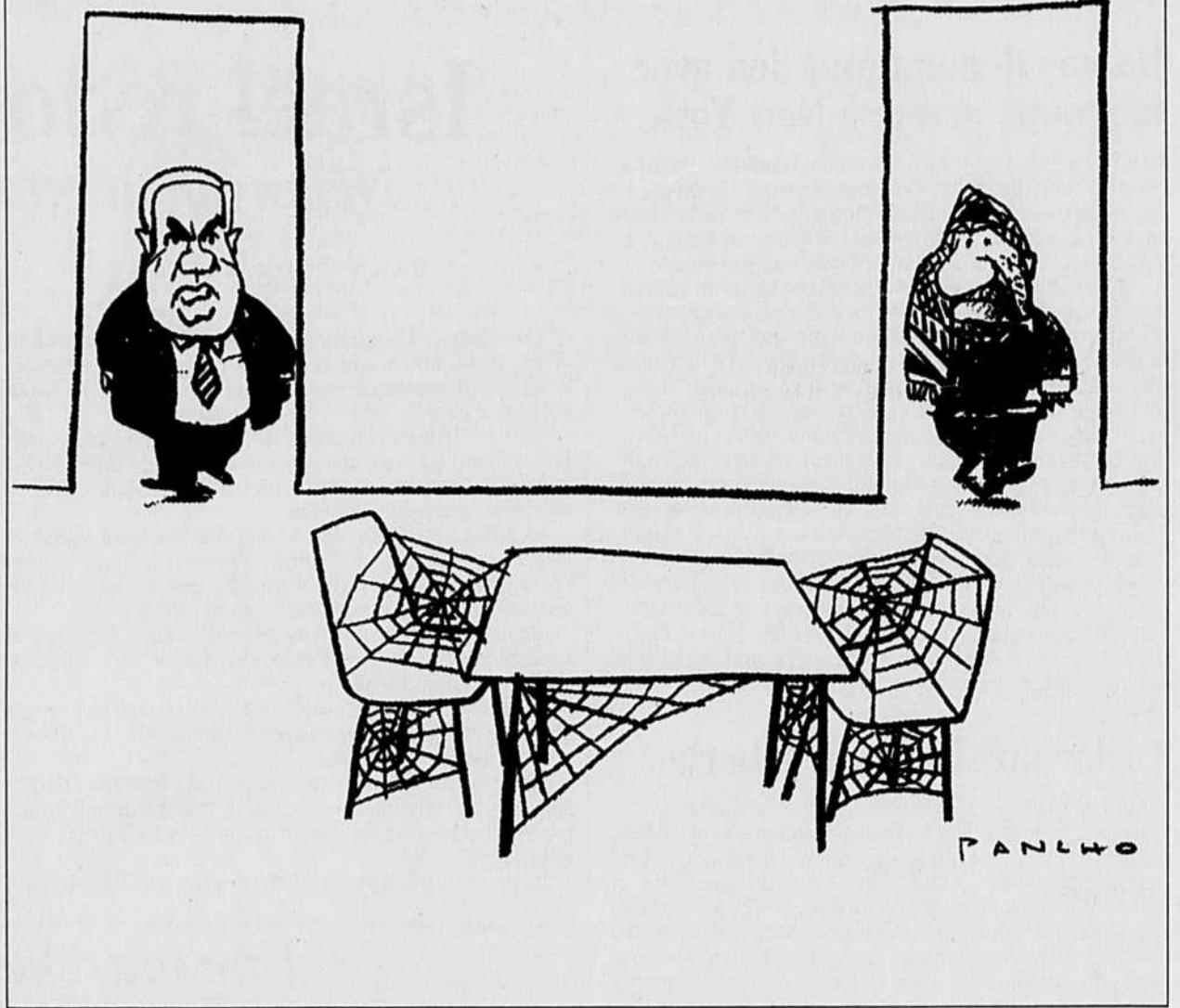
À vrai dire, la rivalité manifeste entre les villes-centres et les villes de banlieue en cache d'autres, tout aussi profondes, entre les grandes et les petites villes, entre la périphérie et la couronne. Il y a tout un recueil de positions diverses, à bien résumé le maire Peter Trent (Westmount), président de la conférence des maires de banlieue, dont les vues se rapprochent bien plus de celles du maire Bourque que de la mairesse Boucher. Il en a contre la domination de l'UMQ par les régions, ce qui en dit long sur la «victoire» de la périphérie que proclame Mme Boucher.

En tout cas, le remue-ménage municipal fait ressortir à quel point la réforme ne fait l'unanimité que sur un point: elle mécontente tout le monde, à des degrés divers et pour des raisons fort opposées. Et s'il y a un gagnant de cette bisbille, c'est le gouvernement lui-même. À la lumière de positions aussi divergentes, qui vont d'un extrême à l'autre, il aura beau jeu pour prétendre qu'il peut imposer ses compromis, sans ménagement. Car le front commun municipal est aussi évanescant qu'une ondée estivale.

Le gouvernement y va à la pièce, à la hache même, au lieu de la réforme générale préconisée, par exemple, par la commission d'étude (D'Amours) sur la fiscalité. Il avait promis de ne pas alourdir le fardeau fiscal. Mais son délestage le rend inévitable au plan scolaire et municipal. La manœuvre n'est pas très glorieuse.

Le chef libéral, M. Johnson, a raison: les municipalités sont tombées dans le piège à ours du gouvernement. En se divisant en cinq ou six factions, en exacerbant leurs griefs mutuels plutôt que de faire entendre raison au gouvernement, avec cohérence et cohésion, les dirigeants municipaux ne se rendent pas service. Ils ont failli à la tâche, difficile mais nécessaire, de faire d'abord de vrais et solides compromis entre eux, pour mieux affronter l'adversité.

L'UMQ a évité l'éclatement? Mince victoire. Après cinq semaines, retour à la case départ et lourd cadeau pour le premier ministre Bouchard, tout juste revenu de vacances.



LE MONDE

## Pigeon volant

**P**ékin — Lorsqu'on habite dans la capitale mondiale du vélo, on finit bien, tôt ou tard, par succomber à son tour au charme des deux-roues à pédales. Il faut bien se rendre à l'évidence. Pékin a sûrement été inventée et dessinée pour le cyclisme. Entendez le cyclisme pacifique, celui qui traite le vélo comme un moyen de locomotion indolore, pour tous les âges et toutes les musculatures, plus ou moins rapides selon l'humeur de celui qui est au guidon.

Il y aurait plus de huit millions de vélos à Pékin. Si l'on reste dans la ville et ses banlieues, on roule presque toujours sur le plat. Les grands axes ont des allées réservées aux bicyclettes. En cas de crevaison, on trouve toujours un réparateur à proximité. Le rythme n'est pas très sportif et ne nécessite pas d'accoutrement particulier. On peut être en tenue décontractée ou dans ses plus beaux atours, les chaussures à l'avenant. Quand la jupe est longue et ample, on la retient par l'ourlet, comme une traîne, à la poignée gauche du guidon. Les plus élégantes portent des gants de dentelle noire pour réduire la moiteur des mains. Vélo, boulot, dodo étant la trinité journalière de beaucoup de Pékinois, on enfourche sa monture sans cérémonie et sans casque.

Le dimanche, le vélo peut être le véhicule de toute la famille chinoise — à enfant unique —, papa en selle, maman en amazone sur la barre et le petit à califourchon sur le porte-bagages. Certains fixent à l'arrière de rigolotes petites carrioles de bois garnies de coussins dans lesquelles on promène les bébés. Quand le vélo se fait tricycle, surmonté d'une longue plate-forme, il devient véhicule de livraison ou petit commerce ambulancier.

Pour quelques sous, on peut garer son vélo près des principaux centres d'intérêt de la ville, des grands magasins, à l'entrée des parcs et un peu

n'importe où, pourvu qu'on prenne soin de l'attacher avec un bon cadenas car les vols de bicyclettes sont fréquents.

La Chine fabrique assez de vélos pour satisfaire la demande intérieure et exporter. Elle est même en situation de surproduction. Trois marques dominent le marché: le célèbre Fofie («Pigeon volant») est fait à Lianjin, la grande ville située à 200 kilomètres à l'est de Pékin; le Feng Huang («Phénix») et le Yong Jiu («Pour toujours») viennent de Shanghai. Aux noms qu'ils leur donnent, on comprend que les Chinois attendent d'eux robustesse et loyauté. N'en attendant pas moins du mien, j'opte pour un «Pigeon volant», dont le nom me semble moins intimidant

ou définitif que les deux autres. Après une tournée infructueuse des grands magasins, j'aperçois mon pigeon idéal sur un trottoir, devant une petite boutique qui ne paie pas de mine, mais qui a l'avantage d'afficher un prix défiant toute concurrence: 300 yuans (moins de 50 dollars canadiens). Mais l'achat d'un vélo étant ici une affaire sérieuse, on parle, on chipote sur la couleur, la taille des roues, la fermeté des freins, la solidité du garde-boue. Le trottoir est atelier de montage et piste d'essai. On ajuste la hauteur de la selle, l'inclinaison du guidon. Pour deux dollars de plus, on fait fixer l'indispensable panier à provisions à l'avant. Et le timbre? Ça vient aussi. Et c'est gratuit. Je le teste: le son est parfait, bien métallique et éraillé. Il faut préciser que lorsqu'on conduit un véhicule à Pékin, il convient de bien se faire entendre. Automobilistes et cyclistes jouent du klaxon et de la sonnette à qui mieux mieux. Dans les embouteillages de la capitale, si ça ne fait guère avancer les choses, ça donne au moins l'impression de dominer la situation.

Donc, après une bonne heure d'ajustement, de réglage et de resser-

rage de boulons, mon Pigeon est prêt à prendre son envol. Ah! non. Pas tout à fait. Il faut encore le faire enregistrer par la police et fixer sa plaque d'immatriculation à l'arrière. Une fois les formalités accomplies, on peut se lancer dans la circulation, certain d'attirer des regards, mi-incrédulés, mi-amusés, qui disent à peu près ceci: «Pourquoi diable un étranger qui a les moyens de circuler en voiture se fatigue-t-il de cette façon, et sur une bécane de troisième catégorie en plus?» Voilà une question à laquelle il est difficile de répondre, j'en conviens.

Lorsque, quand même ravie de mon achat, je le montre à des Pékinois et leur annonce fièrement le prix, ils éclatent de rire. Ici, j'ouvre une parenthèse. L'étranger qui achète quelque chose à Pékin rencontre généralement deux réactions hilares. La première: «Oh! Oh! Oh! c'est très cher!» (traduisez: «Il s'est fait rouler»). La deuxième: «Ah! Ah! Ah! c'est vraiment pas cher!» (traduisez: «Il s'est fait rouler»). Dans le cas de mon vélo, j'eus droit à la deuxième réaction, avec en prime quelques explications charitables. On me prît qu'à ce prix-là, mon vélo allait me laisser choir au bout de quelques mois, même si je n'en faisais qu'un usage d'agrément. On m'affirma aussi que les vélos de fabrication chinoise ne valaient pas tripette et que j'allais passer plus de temps à le faire réparer qu'à le piloter. En termes délicats, on m'annonça que, dans cette histoire, le Pigeon n'était peut-être pas celui que l'on croyait.

Me voilà prévenue. Mais qu'à cela ne tienne, j'emporte mon Pigeon prendre l'air et dévorer le bitume. Quelque peu démentée quand même par les prophètes de malheur, je mène ma monture. Je lui procure des haltes régulières pour la laisser souffler. J'évite autant que possible les ornières et les nids de poule dans les rues défoncées et je lui fais passer la nuit à l'abri des intempéries. A ce régime-là, elle devrait bien tenir le coup jusqu'à l'hiver. Sinon, je saurai qu'en fait de Pigeon, c'est un citron que je me suis offert.



Sylviane Tramier

## L E T T R E S

## Les services de prématernelle

Peu de temps après avoir lu l'article de Christian Rioux sur la scolarisation précoce en France, soit à partir de trois ans, j'ai pris connaissance des vues de Mme Marois sur les services de prématernelle exposées dans une entrevue de *RND* (juillet-août 1997). L'orientation de la ministre va dans le même sens que le système français, bien qu'elle veuille procéder sélectivement en fonction des besoins les plus criants.

Elle se propose de privilégier les écoles à risque, en commençant par la région de Montréal. «Dans les endroits où le besoin s'en fait sentir de façon plus évidente, nous allons donc instaurer des services de prématernelle, c'est-à-dire pour les enfants de moins de quatre ans», soit à mi-temps, soit à plein temps.

Je ne peux que souscrire à cette orientation. En principe, je souhaiterais même que tous les petits de trois ans amorcent leur scolarisation, mais les résistances soulevées par la maternelle à plein temps ne permettent guère d'aller vite en besogne.

Pourtant, une scolarisation précoce décuplerait l'action des parents à un âge où les enfants ont soit d'apprentissages variés et en sont parfaitement

capables. Stimulations cognitives, éveil artistique, apprentissage de la lecture, apprentissage de la langue seconde, français ou anglais, socialisation: ils sont ouverts à tout cela.

Outre l'expérience française, on pourrait citer à l'appui celle, déjà fort longue, de Glenn Doman, fondateur du Better Baby Institute de Philadelphie. Le programme de cet institut prévoit entre autres l'apprentissage précoce de la lecture, du violon et du japonais.

Je connais des parents qui ont appris à lire à leurs enfants d'âge préscolaire selon la méthode Doman et qui s'en sont félicités.

Mme Marois a raison de souligner qu'une politique d'intervention éducative dès la petite enfance serait une arme importante pour combattre l'abandon scolaire. De plus, la base constituée par les apprentissages précoces déjà mentionnés permettrait une formation plus poussée quantitativement et qualitativement. Ainsi, les jeunes seraient-ils en mesure d'ajouter une troisième langue à leur bagage au moment opportun.

Est-il besoin d'ajouter que la prématernelle dès trois ans aiderait nombre de parents à résoudre leur problème de garde?

Jean-Maurice Lamy  
Montréal, 21 juillet 1997

## Le train patriotique

En 1961, Claude Jasmin grimpaît à bord du «train patriotique» québécois. Il y a, depuis, ses habitudes. Et gare aux «nouveaux venus» qui font mine d'ouvrir la fenêtre! Si Gary Klang, cet autre écrivain québécois venu d'Haïti, étouffe, c'est simple, «qu'il fasse de l'air».

Le train, de toute façon, est momentanément bloqué entre deux stations de la voie référendaire. Libre alors aux «grouilleurs fédéralistes», car bien sûr, les passagers qui renâclent sur l'état où se trouve le train ne peuvent que s'être trompés de destination, libre à eux de «s'expatrier»: la porte est ouverte, celle marquée «sortie».

Au fait, combien d'années faut-il avant de passer du stade d'immigrant à celui de Québécois à part entière? Gary Klang ou Ghila Sroka (et non Skroka comme le veut la coquille freudienne du *Devoir*) vivent ici, en français, depuis des lustres. Si, pour les nationalistes purs et durs, ils ne font toujours pas partie du peuple québécois, n'y aurait-il pas quelque raison de s'affliger de ce que d'aucuns parmi nous souffrent de xénophobie plutôt que de taxer quiconque ne nous trouve pas parfaits de diffamation et d'hystérie?

Micheline de Sève  
Outremont, 21 juillet 1997

## À P R O P O S

## ... des dépenses de la télévision

La fidélité des téléspectateurs dépend des émissions. Or, produites ou achetées, ces dernières représentent la plus lourde dépense d'exploitation des diffuseurs privés. Ces dix dernières années, elles ont englouti une part sans cesse croissante des recettes d'exploitation, passant de 49% en moyenne de ces recettes entre 1984 et 1988 à 54% entre 1989 et 1995. En 1995, les diffuseurs privés ont dépensé 825 millions dans la programmation — soit quelque 469 millions directement dans des émissions canadiennes, 281 millions dans des émissions étrangères et 75 millions en coûts de production et frais d'émission divers. La majeure partie des fonds consacrés à des émissions canadiennes est allée aux nouvelles et aux émissions d'informations (61%), les dramatiques et comédies (12%) et les émissions d'intérêt humain (9%) se classant respectivement deuxième et troisième au rang des dépenses. Quant à l'argent dépensé dans des émissions

étrangères, il a servi pour l'essentiel (80%) à acheter des dramatiques et des comédies produites par des réseaux ou des producteurs indépendants américains. La décision d'acheter des dramatiques est compréhensible, étant donné que les émissions d'information et d'affaires publiques ne génèrent pas assez de recettes pour couvrir les frais de production, alors que les dramatiques sont lucratives. Il est doublement tentant d'acheter des dramatiques, étant donné qu'elles attirent le plus grand nombre de téléspectateurs: en 1995, les Canadiens ont passé presque autant de temps à regarder des comédies et des dramatiques étrangères (35% des heures d'écoute) qu'ils en ont consacré aux émissions canadiennes, toutes productions confondues (39%).

Cameron W. Stout, *Tendances sociales canadiennes*, Statistique Canada, printemps 1997.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE  
 Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX  
 Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN  
 Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD  
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, GUY TAILLEFER, NORMAND THÉRIAULT  
 Rédacteurs en chef adjoints JEAN-ROBERT SANSAÇON, ROLAND-YVES CARIGNAN  
 Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ

2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333  
 FAISCEQUEDOIS

## IDÉES

## Les femmes et les enfants d'abord

L'homme fait-il partie de la famille... avant le divorce?

CHRISTIANE PÉRIN

Secrétaire exécutive de la Coalition contre l'imposition des pensions alimentaires pour enfants, Mme Périn répond à l'article d'Yves Ménard «Le père divorcé fait-il partie de la famille?» publié le 15 juin.

Yves Ménard se pose à juste titre, dans son article paru dans *Le Devoir* du 15 juin, (le père divorcé fait-il partie de la famille?) la question de savoir si le père divorcé fait encore partie de la famille après une rupture. Question pertinente, mais dont la réponse est développée en invoquant des arguments souvent contestables. Certaines affirmations de M. Ménard sont erronées, voire insultantes pour les ex-conjointes qui sont tout de même les mères de leurs enfants! A cause d'un préjugé favorable à leur égard de la part de la magistrature, la jurisprudence ferait des mères les gardiennes légalées des enfants d'un couple divorcé. Ne serait-ce pas parce que la majorité des hommes n'insistent pas pour débattre de la garde des enfants lorsque la mère la demande? Nous pourrions alors poser la question titre de M. Ménard en la modifiant: «Le père divorcé faisait-il partie de la famille avant qu'il ne divorce?»

La recette des couples qui tiennent serait, paraît-il, la passion au début, l'amitié et l'engagement pour le meilleur et pour le pire ensuite, dans le respect de l'autre naturellement. C'est ce qu'on pourrait appeler l'amour, pourquoi pas? Pour plusieurs pères, le pire apparaît dans la quotidienneté. Lorsque la gentille épouse se transforme en travailleuse et mère à plein temps, le pire s'installe, et pour cause! Les tâches familiales ne sont pas aussi partagées qu'on voudrait bien le laisser croire en cette fin de 20<sup>e</sup> siècle!

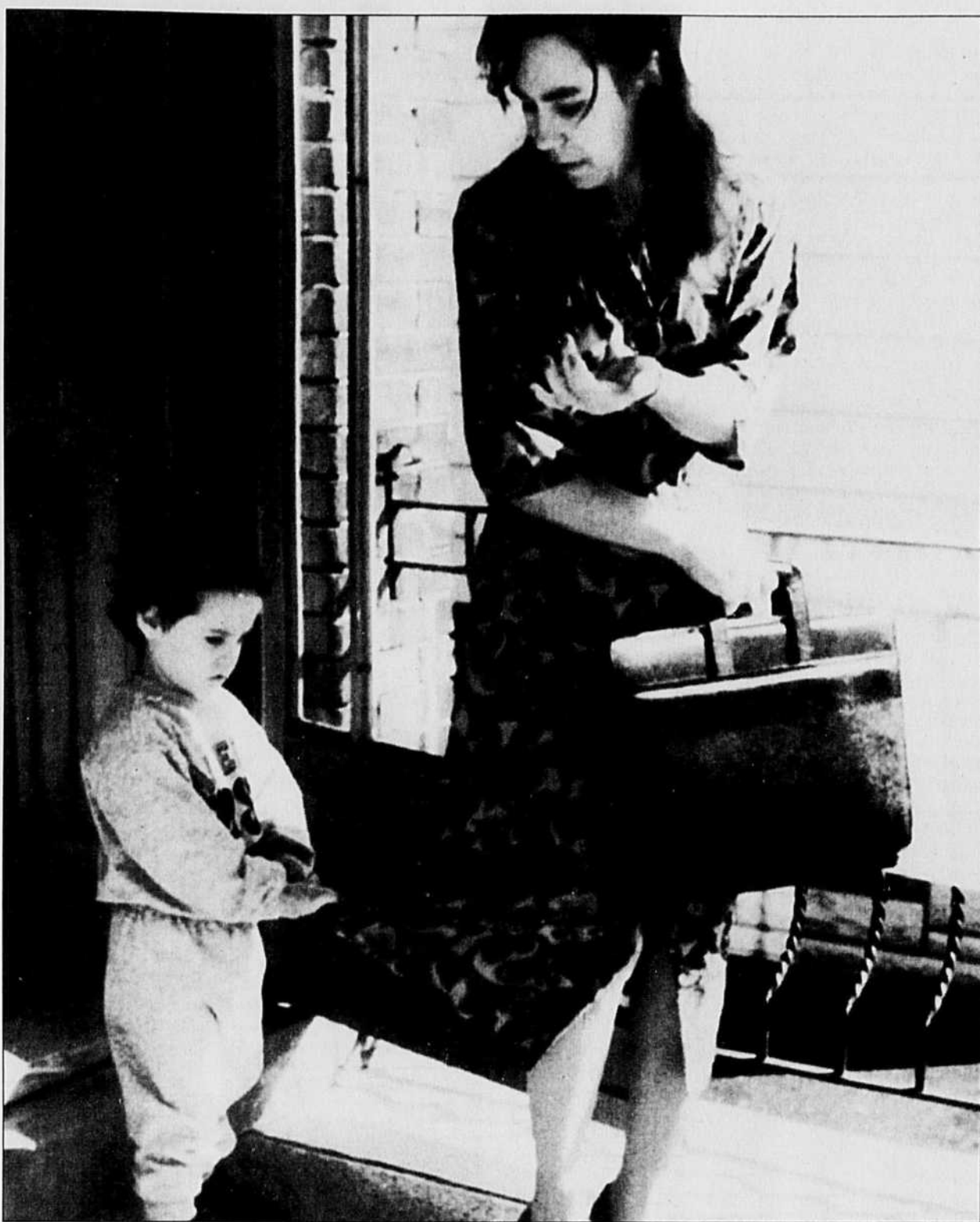
Lorsque les pères auront dépassé le stade du complexe du guichet automatique, peut-être pourrions-nous viser ensemble le bien-être des enfants

## Un préjugé justifié

La femme gagne sans doute alors, dans les circonstances, son statut de mère responsable et dévouée, à qui les juges accordent, par préjugé favorable, la garde des enfants. Elle continue à assumer seule les responsabilités familiales, en plus de ses tâches professionnelles, multipliant ses heures pour tous, sauf pour elle. Tout un privilège!

Ce n'est pas là «une histoire inventée», un *remake* postmoderne de Cendrillon. Ces affirmations ont été largement débattues dans les journaux, d'après les recherches des enquêteurs de Statistique Canada qui reconnaissent que la femme mariée qui a un emploi et des enfants, a des journées qui commencent tôt le matin, se terminent tard la nuit, et qu'elle a la responsabilité presque totale des tâches ménagères. Si les pères veulent revendiquer la garde partagée, la partageront-ils avec la mère et la gardienne qu'ils devront de toute façon engager et payer, étant donné leurs responsabilités professionnelles de jour comme de soir?

Alors, préjugé favorable de la magistrature à l'égard des mères? Ou simple bon sens, dicté par la nature même des choses? Venons-en aux mères qui s'enfuient en déménageant, alors qu'elles souhaitent le plus souvent que le père garde un contact affectif avec leurs enfants. On peut se demander quelle est la proportion de ces cas extrêmes évoqués par M. Ménard. Dans les associations pour familles monoparentales, les témoignages de femmes que nous recevons vont plutôt à l'encontre de cette idée. Combien de femmes affirment avoir attendu l'arrivée du papa qui devait prendre les enfants et se décommandait à la toute dernière minute! Pouvons-nous tenir pour acquis, comme l'affirme M.



«Si les pères veulent revendiquer la garde partagée, la partageront-ils avec la mère et la gardienne qu'ils devront de toute façon engager et payer, étant donné leurs responsabilités professionnelles de jour comme de soir?»

Ménard, que les pères ne peuvent assumer les frais subsistants lors des visites de leurs enfants puisqu'ils déboursent, avec les nouvelles lois en matière de pensions alimentaires, 50 % de leur revenu disponible en pensions et les autres 50 % en impôts! Non seulement ces pères divorcés ne savaient pas calculer leur temps de présence auprès de la famille, mais voilà que maintenant, ils ne savent pas interpréter les tables édictées par le gouvernement. Ce n'est pas étonnant que tout à coup, après la nouvelle législation, certains pères protestent car il s'agit pour eux d'un privilège de déduction perdu, privilège qui leur permettait de conserver leur niveau de vie et parfois même de l'améliorer. Les pères qui préféreraient l'aide sociale à un emploi rémuné-

rateur sont rares et ceux qui le font assouviennent sans doute un sentiment de rancune, préférant n'importe quoi plutôt que de verser une pension à leur ex-conjointe. Insinuer que les grilles de taux de pension alimentaire visent à maintenir le niveau de vie de la mère, plutôt que le bien-être des enfants, c'est faire insulte à l'amour que la majorité de ces mères ont pour leurs enfants. La plupart de ces femmes déploient des trésors d'imagination pour maintenir une qualité de vie acceptable à leurs enfants: nourriture, vêtements de base, toit, éducation. Pour essayer de maintenir cette qualité, elles contribuent bien au-delà de leur juste part, puisqu'elles travaillent aussi, et surtout qu'elles oublient tout ce qui s'appelle sports, loisirs,

etc... Statistique Canada n'a pas inventé qu'après un divorce, ce sont bien les femmes qui s'appauvrissent, alors que les hommes conservent un assez bon niveau de vie.

## Kramer contre Kramer

Je suis persuadée que l'article de M. Ménard est un règlement de compte dans le plus pur style *Kramer contre Kramer*, plutôt qu'un réquisitoire contre un gouvernement inique. Revenu Canada a changé les lois fiscales en matière de pensions alimentaires pour «rendre à César ce qui revenait à César» c'est-à-dire aux enfants.

Mme Thibaut a perdu en Cour suprême, la loi a changé depuis le 1<sup>er</sup> mai 1997, et c'est tant mieux. Le gouvernement a reconnu qu'en imposant les pensions alimentaires pour enfants, il imposait une moindre qualité de vie à ces enfants. Mais que fait-elle, cette loi, des milliers de femmes et d'enfants qui sont assujettis aux anciennes mesures fiscales?

Dans le tohu-bohu médiatique qui a suivi l'annonce de la défiscalisation des pensions lors du budget Martin de 1996, on a occulté le fait que cette réforme n'est qu'une demi-réforme. On a créé une fiscalité «à deux vitesses»: une pour les pensions alimentaires allouées aux enfants avant le 1<sup>er</sup> mai 1997 et qui restent imposables; l'autre qui ne tient plus compte de la déduction que pouvait en faire le parent payeur, et qui du même coup ne la rend plus imposable pour le parent gardien.

Actuellement, des milliers de femmes, jouissant du préjugé favorable de la magistrature, continuent à devoir déclarer la pension alimentaire octroyée pour les besoins de leurs enfants comme un revenu pour elles! Simplement, parce que l'ordonnance de pension pour enfants est antérieure au 1<sup>er</sup> mai 1997.

Ces mêmes femmes qui depuis 1986 se sont jointes à Mme Thibaut pour s'opposer à l'imposition des pensions, ont certes obtenu une victoire morale. Mais elles se trouvent aussi poursuivies par le fisc qui réclame des impôts sur des sommes qui ne sont pas un revenu pour elles.

Il ne faut pas perdre de vue que: — d'une part, l'ancien système de taxation est parfaitement inéquitable, puisque les sommes versées aux enfants ne sont pas un salaire pour le parent gardien. Celui-ci n'a que le mandat de les gérer au profit des enfants, et l'État l'a parfaitement admis en changeant la loi;

— d'autre part, en imposant les sommes allouées aux enfants — et quelle que soit leur origine sociale —, le fisc les ampute de moitié et parfois plus, contribuant ainsi à affecter la qualité de vie de ces enfants.

Devant l'injustice flagrante d'une réforme qui n'en est pas une, ces femmes se sont regroupées en coalition et ont entrepris des démarches judiciaires pour faire valoir, leur point de vue. Même si leur pouvoir économique ne leur permet pas de défrayer les coûts de leur défense, elles font preuve d'autant de détermination qu'elles ont d'amour pour leurs enfants.

De levées de fonds en communiqués auprès d'organismes divers, elles n'ont qu'un but: se prévaloir du droit au Recours collectif, afin de rendre obligatoire et rétroactif à la date du début de la contestation, le nouveau système de pensions alimentaires. Il est vrai, comme le dit M. Ménard, que notre société devrait aussi définir ce qu'il appelle «l'équité parentale» en matière fiscale, aussi bien pour les couples mariés que pour ceux qui ne le sont plus. C'est oublier les individus qui, malgré tous les jalons, les lois, les limites établies qu'on voudra, passent outre pour des raisons égocentriques. Il existe une vieille règle d'éthique dans la navigation, qui lorsque le bateau coule, dit: «Les femmes et les enfants d'abord!» Nous n'en demandons pas tant! Pour nous ce sera: les enfants d'abord...

Lorsque les pères auront dépassé le stade du complexe du guichet automatique et se souviendront qu'à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, les femmes aussi contribuent financièrement au bien-être de leurs enfants, peut-être pourrions-nous parler et viser ensemble le bien-être des enfants, au lieu d'écrire des polémiques-règlements de compte.

## Les négociations de la zone de libre-échange des Amériques: une opportunité pour le Canada

ÉRIC LAUZON

L'auteur est politologue et expert-conseil en commerce international.

L'intégration économique des Amériques ne se fera pas sous l'autorité de la superpuissance américaine et de leur conception de la libéralisation commerciale. En effet, les États du Mercosur entendent imposer leur vision de l'intégration économique à leur voisin du Nord lors de la négociation de leur entrée au sein de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Le Canada pourrait tirer avantage de cette confrontation entre les États du Cône sud et leur grand frère américain.

En mai dernier, lors de la troisième réunion des 34 pays des Amériques à Belo Horizonte au Brésil, les États membres du Mercosur sont parvenus à imposer leurs priorités sur l'approche aux négociations de la ZLEA. Leur entrée sera négociée en bloc, et non à titre individuel, comme membre du Mercosur. Cette stratégie renforce leur pouvoir de négociation au détriment de celui des Américains. Dans un contexte de mondialisation des marchés, les blocs commerciaux sont devenus plus importants que les États.

Les États de la région se souviennent des concessions et des sacrifices importants que le Mexique, sous Salinas, a dû faire devant les pressions américaines avant d'accéder à l'ALENA. Ils n'entendent donc pas se faire servir la même

médecine de la part des Américains.

Le Mercosur est une union douanière créée au début des années 90, qui regroupe les économies les plus dynamiques de l'Amérique latine: Argentine, Chili, Bolivie, Brésil, Paraguay et Uruguay. C'est un marché de 220 millions d'habitants avec un PIB de près de 900 milliards de dollars. L'objectif ultime de cet accord est de créer un marché commun où circuleront librement les produits et les services, ainsi que les facteurs de production (capitaux et travailleurs). Ce marché commun amènerait aussi l'adoption d'une politique commune en matière de commerce, de politiques macro-économiques et sectorielles. En négociant en bloc leur entrée au sein de la ZLEA, les États du Mercosur deviennent des acteurs aussi importants que les États-Unis sur le résultat des négociations.

Les négociations en vue de la création de la ZLEA seront donc l'occasion d'un affrontement entre deux visions de l'intégration économique. Il y a tout d'abord la perspective américaine, légitimée par un discours néolibéral, qui considère que toute intégration économique doit se limiter aux aspects commerciaux. L'on s'objecte ainsi à étendre les accords à des fonctions politiques et sociales. À ce principe s'ajoute le souci de limiter au maximum la bureaucratie. Une bureaucratie qui émergerait de la création d'institutions communes responsables de gérer ces ensembles régionaux. À l'autre opposé, il existe une vision davantage sociale-démocrate, qui

est défendue par les États membres du Mercosur, et qui s'inspire du modèle européen. Ces États considèrent que l'intégration économique doit aussi conduire au progrès social. L'on favorise la création d'institutions communes qui légifèrent au niveau social et qui établissent des politiques économiques communes. L'incapacité structurelle des gouvernements à résoudre le chômage chronique et l'inégalité croissante de nos sociétés explique ce phénomène. Nous sommes à une époque où les problèmes sociaux dépassent les frontières des États. Et certains États ont décidé d'apporter des solutions internationales à leur incapacité.

L'intégration au Mercosur se fait présentement à un rythme plus rapide que l'intégration à l'ALENA, où les Américains constituent l'acteur dominant. En 1996, le Chili et la Bolivie sont venus s'ajouter aux membres fondateurs du Mercosur. Le Vénézuéla s'interroge sur l'opportunité d'en faire autant. C'est le système politique américain qui a retardé l'inclusion du Chili au sein de l'ALENA. L'opposition, pour des raisons partisans, a contribué à cette incapacité de l'ALENA de s'élargir à d'autres États latino-américains. Le système politique américain devient ainsi un véritable obstacle à toute expansion de l'ALENA aux autres pays d'Amérique latine. Le Mercosur a donc pris le relais. Le Chili a ainsi été contraint de s'intégrer au Mercosur et de signer un accord de libre-échange bilatéral avec le Canada. Mais,

facteur plus important à considérer, ces événements sont aussi venus changer l'équilibre des forces entre les États-Unis et les autres États du continent américain. L'avenir de la ZLEA se joue donc entre l'ALENA, principalement incarné par les États-Unis, et le Mercosur.

L'agenda des négociations en seront lourdement affectés. Les petits États exigent que l'on tienne compte de leurs besoins de transition spéciaux. En effet, les leaders latino-américains doivent présentement, tout en luttant contre l'inflation, reconstruire leurs infrastructures, répondre aux besoins sociaux en croissance et payer le service de la dette. Le traité de la ZLEA devra donc tenir compte de ces contraintes qui sont loin des préoccupations américaines. L'on voudra donc se protéger plus explicitement dans les accords contre l'arbitraire des Américains. Et les gros États comme le Brésil veilleront à ce que leur rôle soit prédominant sur l'ordre du jour et le rythme des négociations.

Pour le Canada, l'enjeu est de deux ordres. Premièrement, il faut éviter que les Américains dominent les négociations. Le Mercosur apporte une solution à ce problème. Deuxièmement, et en conséquence du premier point, il faut que le Canada évite que les négociations deviennent un dialogue dominé par les États-Unis et le Brésil. Le Brésil, par la taille de son économie et de sa population constitue un leader naturel du Mercosur. Pour renforcer son pouvoir de

négociation face aux Américains, le Brésil désire consolider et élargir l'accord aux autres États avoisinants avant d'entamer les négociations avec l'Amérique du Nord. Dans cette perspective, les termes de la future ZLEA seraient déterminés par les deux leaders naturels des deux blocs, soit les États-Unis pour l'ALENA et le Brésil pour le Mercosur.

Dans l'élaboration de sa politique commerciale, le Canada partage autant d'intérêt avec les États d'Amérique latine qu'avec les États-Unis. Nous n'avons qu'à citer les questions du commerce et de l'environnement, des lois antidumping et des investissements. En ces matières, la position canadienne s'est souvent rapprochée davantage de celle des pays d'Amérique latine que de celle des Américains. De plus, ces États sont de formidables alliés lorsque la superpuissance américaine tente de nous imposer son agenda au niveau de sa politique internationale. Le cas de la loi Helms-Burton en est un bon exemple.

Les intérêts que partage le Canada avec les États du Cône sud, et son besoin de mieux influencer les actions du bloc commercial du Mercosur favorisent un renforcement des liens économiques et politiques entre le Canada et le Mercosur. Le Canada doit chercher au minimum la conclusion d'un traité de libre-échange avec cette entité commerciale. Mais, au mieux, le Canada doit tenter de s'intégrer au groupe comme membre à part entière. Pour les États du Mercosur, l'inclusion d'un membre du G7 donnerait un poids

considérable à leur pouvoir de négociation. Mais, facteur plus important, cette inclusion au Mercosur permettrait au Canada de limiter le poids hégémonique du Brésil par rapport à ses autres partenaires. Ainsi, le Canada aurait la capacité mieux contrôlée l'agenda du Mercosur. En étant membre des deux blocs commerciaux, le Canada pourrait jouer un rôle de médiateur entre l'ALENA et le Mercosur, et ainsi avoir une influence non négligeable sur le résultat des négociations sur la ZLEA.

Cette stratégie semblait rejetée par le gouvernement il y a près d'un an. Toutefois, en avril dernier, lors de la visite du président brésilien Fernando Henrique Cardoso, le gouvernement canadien annonçait son désir de renforcer la coopération entre les deux pays au niveau commercial. De plus, l'on s'attendait pour explorer la possibilité d'une libéralisation commerciale entre le Canada et le Mercosur.

Le Canada, une puissance moyenne sans passé colonial, dispose d'énormes possibilités au niveau de sa politique étrangère. La diplomatie canadienne devrait davantage exploiter ces avantages afin que le Canada devienne un médiateur privilégié entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés. Il acquerrait ainsi davantage d'influence sur les cours des événements internationaux. Le prestige international du Canada est un facteur important dans la réussite des exportateurs et investisseurs canadiens.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur, Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Brian Myles, Isabelle Paré, Clément Trudel, Serge Truffaut; Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélaïr (responsable), Stéphane Baillargeon, Pierre Cayouette, Paule des Rivières, Louise Leduc, Jean-François Legault, Benoît Munger, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dutrisac, Jean Pichette, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), François Brousseau (éditorialiste), Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cornélius (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lesage (correspondants parlementaires à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Isabelle Hachey, Marie-Claude Petit (commis). La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlène Côté, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Guylaine Ouellet, Micheline Rueland (publicitaires); Sylvie Laporte, Nathalie Lemieux, Claire Paquet, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon; Françoise Ouellet (secrétaire). LA PRODUCTION Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Christian Vien, Olivier Zuida. SERVICE À LA CLIENTÈLE Johanne Briey (responsable), Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION Yves Bouthiette (contrôleur), Dany Dépatie (adjointe à l'administration et responsable des ressources humaines), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

EN BREF

## Seconde édition du tour Charles-Bruneau

Montréal (PC) — Le signal de départ de la deuxième édition du tour cycliste réalisé au profit de la Fondation Charles-Bruneau, dédiée au soutien des enfants atteints de cancer, a été donné hier. Au total, 14 personnes, dont 13 policiers de la Communauté urbaine de Montréal, accompagnés du journaliste Pierre Bruneau, parcourront plus de 1000 kilomètres à vélo. Leur destination est Newport, en Gaspésie, et leur but est de faire connaître la Fondation et de recueillir des fonds, soit quelque 30 000 \$. Cette année, chacun des policiers participant à ce périple a été jumelé à un enfant actuellement hospitalisé au centre de cancérologie de l'hôpital Sainte-Justine, à Montréal.

## Blair souhaite sauver le Britannia

Londres (AP) — Le vieux yacht royal, le *Britannia*, pensait avoir fait son dernier voyage, vers Hong Kong pour les cérémonies de rétrocession de la colonie à la Chine. Mais le nouveau gouvernement britannique entend désormais le sauver, s'il réussit à réunir les fonds — privés — nécessaires. C'est ce qu'a annoncé hier Peter Mandelson, ministre sans portefeuille du gouvernement travailliste. «J'espère vraiment que ce sera possible», a-t-il déclaré à la chaîne de télévision GMTV. Le navire, âgé de 43 ans, long de 123 mètres, aurait dû prendre sa retraite à la fin de l'année. Le gouvernement de John Major avait décidé que le *Britannia*, qui a besoin de travaux de rénovation, coûtait trop cher aux contribuables britanniques. Et le gouvernement de Tony Blair s'oppose à tout financement public pour ce navire — ou tout autre destiné à le remplacer. Selon le *Sunday Times*, le *Britannia* pourrait être renfloué à hauteur de quelque 460 millions de FF par un consortium de banques privées et ensuite loué au gouvernement. La reine Elisabeth II et sa famille verseraient ensuite un loyer pour utiliser le yacht, selon le journal. Ce que n'a pas totalement démenti M. Mandelson: les ministres «travaillent énergiquement pour tenter de trouver une solution» afin que ce joyau de la Couronne et instrument du prestige du Royaume-Uni puisse continuer à remplir son rôle, a-t-il affirmé.

## Renforcer les camps de rééducation chinois

Pékin (AP) — Dans une intervention assez rare en Chine, un journal gouvernemental a estimé dimanche que les camps de rééducation par le travail, où se trouvent 230 000 personnes, devraient être «renforcés». Selon le *Legal Daily*, ces camps aident à réduire la criminalité. Dans le système pénitentiaire chinois, les camps de rééducation par le travail concernent les détenus condamnés par de simples tribunaux de police à de courtes peines, n'excédant pas trois ans. Des centaines de milliers d'autres personnes sont incarcérées dans des prisons ou des camps de travail dans des conditions extrêmement dures.

## Albertaine introuvable

Cold Lake, Alb. (PC) — Carol Meredith, cette Albertaine enlevée deux fois au cours de la même semaine par un homme que la police croit être son ex-conjoint, demeure introuvable, hier. Des équipes de recherche ont survolé samedi soir en hélicoptère la région située à l'ouest de la ville de Cold Lake et ont utilisé une caméra aux infra-rouges pour tenter de retracer la jeune femme, pendant que des équipes au sol suivaient de près toute nouvelle indication. Carol Meredith, âgée de 29 ans, a été traînée par un homme à l'extérieur d'une maison de Cold Lake jeudi matin, et poussée dans une fourgonnette Ford Econoline 1986 grise qui n'a pas été revue depuis. Au début de la semaine, la jeune femme avait été enlevée et agressée sexuellement à Calgary, et des mandats avaient été émis contre son ex-mari, Barclay MacFie, âgé de 29 ans, dont elle est séparée depuis le mois de juin.



S.V.P. Assurez-vous que ce papier journal soit recyclé.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier électronique [devoir@cam.org](mailto:devoir@cam.org)  
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le *Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## UMQ «Personne n'a osé s'avancer avec une notion de l'équité»

SUITE DE LA PAGE 1

n'aller au «fond des choses» qu'en compagnie de l'initiateur du problème, le gouvernement du Québec. Fort satisfait de l'assemblée spéciale, le président de l'UMQ Mario Laframboise, également maire de Notre-Dame-de-la-Paix et préfet de la MRC Papineau, a expliqué hier que «le gouvernement a créé le problème et il ne peut pas refuser comme cela de s'asseoir avec les municipalités pour essayer de trouver une solution autre que celle qu'il propose».

«Je ne dis pas qu'on va réaliser cela demain, mais d'ici le 15 septembre, si le gouvernement veut, on va en avoir trouvé une notion d'équité», a-t-il expliqué.

Tournant le dos à Rémy Trudel, «qui a fait une proposition et qui ne l'enlèvera pas de là», l'UMQ sollicitera une rencontre avec le premier ministre Bouchard au cours de la semaine prochaine. «Il y en a un qui dirige le gouvernement, c'est à lui qu'on veut parler.» M. Laframboise promet de mener les négociations autour du nouveau pacte fiscal épaulé de représentants de toutes les «factions» municipales: villes-centres, villes d'agglomérations, villes de banlieue moyenne, villes rurales, etc.

L'UMQ maintient donc la nécessité d'un traitement équitable mais renvoie la balle à Québec, refusant de s'entredéchirer seule autour de cette question. Reportées à plus tard, les discussions autour de cette question d'équité s'annoncent encore intenses et ardues. Dans certains cas, précise Mario Laframboise, il faudra départager les vraies inéquités dénoncées par les villes des «fausses». «Certaines des inéquités que les maires dénoncent ont été créées par les villes elles-mêmes. Nous sommes prêts à discuter dans les cas où une ville, à cause d'un service ou un équipement, doit desservir un territoire plus vaste que le sien. Mais il y a un problème lorsqu'une ville s'est volontairement donné des équipements ou des services au détriment des autres et au moment où ça allait bien et qu'elle veut plus tard en faire porter la charge aux autres. C'est le

genre de choses qu'on veut discuter dans le cadre d'un pacte fiscal.»

Plusieurs avaient prédit l'éclatement de l'UMQ en assemblée samedi précisément autour de cette question d'équité — tout le monde convient de la nécessité d'un traitement équitable mais les balises de l'égalité ne sont pas les mêmes d'un patelin à l'autre — mais le débat n'a jamais eu lieu. «C'est l'assemblée qui était délibérante samedi. Et personne n'a osé s'avancer avec une notion de l'équité», a expliqué le président de l'UMQ, ajoutant que l'assemblée de samedi est «la plus belle assemblée démocratique que le Québec n'ait jamais tenue».

Le débat autour d'une quinzaine de résolutions a permis à l'Union des municipalités d'obtenir le consensus autour de quelques éléments: les villes s'engagent à contribuer à l'assainissement des dépenses publiques; elles refusent catégoriquement la facture de 500 millions expédiée en juin dernier par le ministre Rémy Trudel ainsi que le mode de participation qu'il propose (transport scolaire comme principal moyen d'économies); elles sont prêtes à reconnaître un statut spécial à Québec et Montréal (ce sont toutefois les revenus gouvernementaux qui devraient leur permettre d'éponger les dépenses reliées à leur statut de capitale et de métropole) et admettent la situation particulière des autres villes dites centres et d'agglomération.

Les municipalités souhaitent que l'effort qu'on leur demande soit revu à la baisse, invoquant une amélioration de la situation financière de Québec depuis le dépôt du dernier budget. Elles réaffirment leur intention de réduire la masse salariale, demandant à Québec, advenant le cul-de-sac au 15 septembre dans les négociations entreprises avec les syndicats, de leur permettre d'abolir les plannings d'emploi, de cesser de contribuer aux caisses de retraite lorsque celles-ci contiennent des surplus suffisants et de recourir à la sous-traitance en toute situation. Préférant «laisser la chance aux syndicats de nous montrer leur bonne foi avant la mi-septembre», explique Mario Laframboise, l'UMQ n'exige pas pour le moment la permission de re-

courir à une loi spéciale si cela s'avérait nécessaire. Le gouvernement est arrivé avec cette proposition en disant «ça passe ou ça casse», simplement parce qu'il a peur de s'asseoir avec le monde municipal, dénonce M. Laframboise, accusant le ministre Trudel de «lâcheté». «C'est une attitude lâche de ne pas vouloir discuter avec les personnes concernées. Le ministre Trudel a utilisé toutes les ruses pour diviser le monde municipal, il a choisi de nous laisser nous déchirer. Si jamais on constate qu'on frappe un problème et que ça nous prend une loi pour le régler, il ne faut pas que le gouvernement se cache.»

Samedi, le président de l'UMQ a décidé d'entendre huit nouvelles propositions plutôt que de soumettre d'entrée de jeu celle que son conseil d'administration avait adoptée il y a une dizaine de jours. Les villes-centres, Québec et Montréal en tête, les couronnes nord et sud de Montréal, le Regroupement des villes périphériques, la Conférence des maires de banlieue de l'île de Montréal ont donc réussi à soumettre leurs idées.

Malgré certains consensus obtenus, l'unanimité a été impossible au terme des votes, sauf sur le «renvoi» de M. Trudel au profit de Lucien Bouchard. À l'issue de cette rencontre extraordinaire, le maire de Québec Jean-Paul L'Allier a réitéré son appui à la proposition du ministre Trudel et sa volonté de multiplier les interventions auprès du gouvernement pour réaffirmer ce soutien. La Conférence des maires de banlieue de l'île de Montréal, dirigée par le maire de Westmount Peter F. Trent, a vu sa proposition de conserver l'effort de 419 millions associé au transport scolaire rejetée par la grande majorité. Visiblement déçu, M. Trent s'interroge sur la représentativité de son association.

L'UMQ avait répondu à l'affirmative à une demande d'entretien sollicitée cette semaine par le cabinet du ministre des Affaires municipales — que nous avons été dans l'impossibilité de joindre hier. Mario Laframboise doit décider au cours des prochains jours s'il souhaite toujours s'y rendre ou plutôt décliner l'invitation.

## WOODRUFF

SUITE DE LA PAGE 1

nière heure au tournoi de Montréal, le jeune Brésilien part de Montréal le cœur léger, en dépit de sa défaite en finale. Ses performances à l'Omniium du Maurier lui permettent en effet d'atteindre le groupe sélect des dix premiers joueurs mondiaux. C'est le premier Brésilien à réussir pareil exploit. Il a aussi reçu une bourse de 177 000 \$ US.

Il est modeste, aussi, ce Kuerten. «Ceux qui m'ont vu jouer contre Chang samedi pensent que j'ai mal joué aujourd'hui. Samedi, j'ai mieux joué qu'en temps normal. Hier, j'ai joué comme à l'accoutumée. Woodruff a joué mieux que moi, c'est tout.»

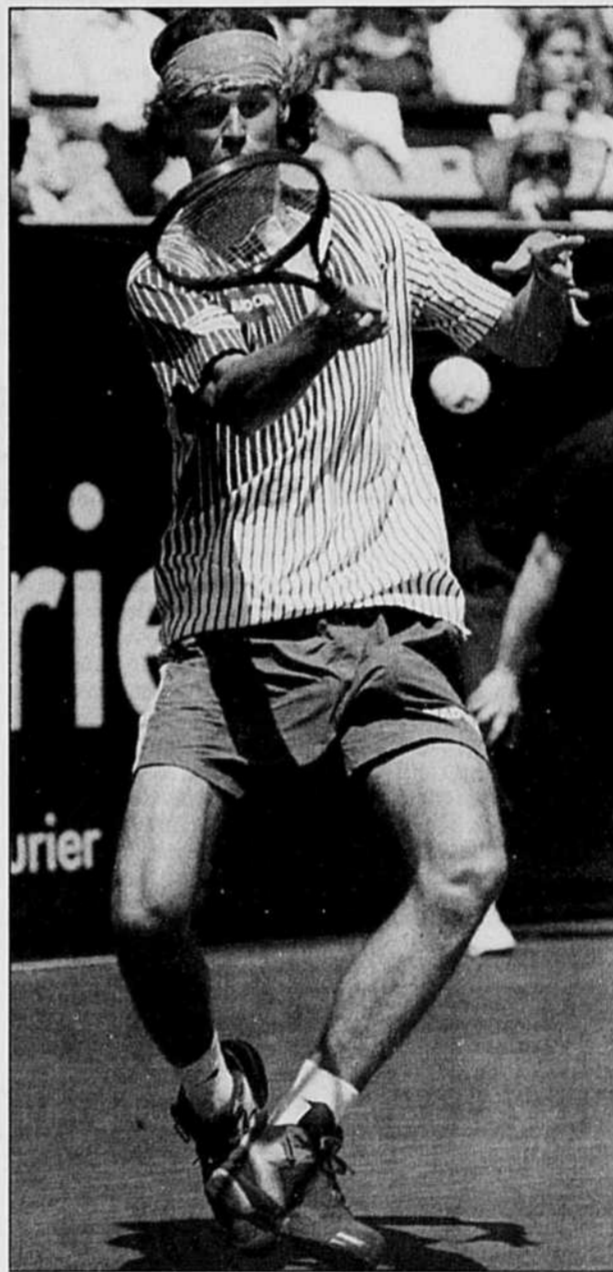
Par ailleurs, le Québécois Sébastien Lareau et son partenaire Alex O'Brien se sont inclinés par la marque de 7-6 (7-5), 6-3 devant le duo indien formé de Leander Paes et Mahesh Bhupathi dans la finale du double disputée sur le court central. S'il l'avait emporté, Lareau serait devenu le premier Canadien à remporter un titre aux Internationaux du Canada depuis 1968. Mais il a échoué.

Par ailleurs, le directeur de l'Omniium du Maurier, Richard Legendre, a fait savoir que le tournoi a enregistré cette semaine une foule record de 123 689 spectateurs. Ni l'absence de Pete Sampras, ni les défaites précoces des Ivanisevic, Philippoussis et Courier n'ont empêché les Montréalais de se rendre en grand nombre dans les luxueuses installations du parc Jarry.

Seule la législation concernant la commandite d'événements sportifs par les compagnies de tabac pourrait empêcher la fête d'avoir lieu à nouveau en 1998.

Cette édition des Internationaux du Canada laissera de merveilleux souvenirs à ceux qui y ont assisté. La victoire inespérée et inattendue de Sébastien Leblanc contre Tim Henman, lundi dernier, la prestation remarquable du Français Fabrice Santoro et la présence de Gustavo Kuerten auront constitué des moments mémorables pour les amateurs du tennis.

Aussi, le tournoi de Montréal aura fait la preuve que le tennis masculin se porte toujours bien. L'ennuyante finale de Wimbledon avait laissé un goût amer. On craignait que le tennis ne soit désormais qu'une affaire de gros serveurs, qu'un sport prévisible dominé par les plus grands et les plus puissants. Or, à Montréal, tout au long de la semaine, le public a pu assister à de longs et superbes échanges, à des matchs où la finesse triomphe de la force brute. Des petits joueurs comme Chang et Santoro ont fait la preuve qu'il y avait toujours de la place pour eux dans ce sport sans que l'on doive pour autant revenir aux raquettes de bois.



CHRISTIAN GUAY, LE DEVOIR

Gustavo Kuerten, prochaine star du tennis mondial?

## BURROUGHS

SUITE DE LA PAGE 1

genre indéfinissable, terne, qu'on n'aurait pas remarqué dans la rue, à moins de l'observer de près et de voir son masque dément, décharné, empreint d'une jeunesse insolite — un pasteur du Kansas couvant des ardeurs exotiques, prodigieuses et des mystères.»

Son masque dément, décharné... On pourrait ajouter décharné par l'héroïne qu'il s'injecta, selon le témoignage de son fils William Jr, trois fois par jour pendant pratiquement toute son existence. Qualifiée de dure, cette drogue est à l'origine du deuxième acte littéraire de Burroughs, petit-fils de l'inventeur des machines à calculer.

Grâce aux démarches effectuées par Ginsberg auprès du poète Carl Solomon, Burroughs signe en effet un contrat avec Ace Book. Son livre *Junky* est publié en 1952. Ce n'est ni un roman ni une autobiographie. Parce que... Parce que, comme le souligne alors le vieux Bill, «chaque mot est autobiographique et chaque mot est fiction.» Le sous-titre du livre? *Confessions d'un drogué non repent.* Le but du livre? Démontez le système de la drogue qu'il a baptisé ainsi: «L'algèbre du besoin.»

C'est avec le troisième acte littéraire que William S. Burroughs va sortir de l'anonymat. Et là, il y a beaucoup de Kerouac. Voilà, le premier guide le second dans les méandres de la littérature. Alors le second va forcer Burroughs, si l'on peut dire, à confectionner un roman. Burroughs: «*Kerouac avait 21 ans quand je le rencontrais pour la première fois... Il m'a dit que je devais écrire et intituler mon livre Naked Lunch (NDR: Le festin nu).*» C'est à Tanger, en 1956, que Burroughs compose son roman. Dans ses *Mémoires d'un nomade*, Paul Bowles, l'ombre de Tanger, l'auteur du *Thé au Sahara* et de bien des nouvelles, décrit l'histoire de *Naked Lunch*: «*La paperasse sur et en-dessous de son bureau, sur le sol, était chaotique, mais elle était constituée exclusivement des pages de Naked Lunch auquel il travaillait sans relâche.*»

Édité tout d'abord par Olympia Press, *Le festin nu* est à bien des égards un long exposé sur l'aliénation. Mi-roman tout court, *Le festin nu* est aussi un acte politique. Un acte qui dénonce de manière onirique les années Eisenhower, celle du maccarthysme, de l'*American Way of Life* et de son cauchemar climatisé, des essais nucléaires à répit-

tion, on en passe et on en oublie. Mais on retient...

On retient qu'il fit scandale. Qu'il y eut procès. Pour cause de quoi? D'obscénité. En 1966, soit cinq ans après sa parution, très discrète il faut le dire, la réédition en poche et aux États-Unis du *Festin nu* fut l'objet d'un procès qui rameuta, fort heureusement, les Norman Mailer et compagnie.

Il faut dire que notre homme symbolisait le souffre aux yeux des pouvoirs. Junkie, homosexuel, Burroughs avait tué par accident sa deuxième femme, Joan. Dans son autobiographie intitulée *Kentucky Ham*, William Burroughs Jr se souvient: «*Ainsi donc maman était assez agitée (c'est le moins que l'on puisse dire). Un soir de fiesta, où tout le monde était rond ou défoncé, maman a voulu jouer les Guillaume Tell. Elle s'est posé sur le crâne une pomme, un abricot, une grappe de raisin, ou peut-être son fils et a défilé mon père de tirer. Bill qui était pourtant très bon tireur a brillamment raté son coup.*» C'était en septembre 1951.

C'est huit ans plus tard, au Beat-Hôtel de la rue Git-L'Écoré à Paris, et alors que la Beat Generation n'était pas encore connue, que Burroughs et son ami peintre Brion Gysin mirent au point la technique d'écriture baptisée cut-up. Le peintre fait des découpages-collages avec ce qu'il trouve dans les journaux. Burroughs revient d'un bref séjour à Londres. Gysin lui montre ses travaux. Burroughs: «*Brian, tu tiens là un très grand truc.*» Gysin: «*Aussitôt il se mit en tête d'en faire lui-même. Rien n'y échappa. Il avait sous la main la traduction en anglais des poèmes d'Arthur Rimbaud. Il en tira un certain nombre de poèmes cut-ups dont il jugea l'effet très satisfaisant.*» S'ensuivra une trilogie cut-up, soit *La machine molle*, *Le ticket qui explosa* et *Nova Express*.

Homme froid et brillant, homme perclus de paradoxes parce qu'il détestait la provocation alors qu'il ne cessa pas d'en faire, William Burroughs nous aura légué, outre ses romans, cette fine observation: «*Je ne veux pas avoir l'air pessimiste, mais j'ai le sentiment qu'aucun mouvement révolutionnaire à l'Ouest ait la moindre chance de succès. Il y a un certain nombre de raisons à cela. L'une est que le processus industriel est allé trop loin. Au-delà d'un stade déterminé d'industrialisation, une révolution provenant des bas-fonds est complètement impraticable.*»

À l'ère du tout Microsoft et du tout banlieue, à l'ère du tout standardisé... Burroughs est mort contrarié!

## MAURANE

SUITE DE LA PAGE 1

tambourine sur mes tympan, ne tarde pas à me convaincre qu'aucune métamorphose malvenue ne s'est produite, que d'avoir troqué la vie de jeune fille contre le mariage et la famille, d'être «bien dans ma maison / avec ma raison» l'ont certes rendue plus hésitante à entreprendre une tournée, mais ont laissé intact son naturel fou: «*Quand on a un enfant, on se met plein d'interdits dans la tête.*» Aujourd'hui convaincue que sa petite Lou, trois ans et demie, ne souffre pas de ses absences répétées, Maurane a dit non à la pillule anti-passion — que tant d'autres ont avalée — et repris la route pour une tournée de six mois, qui fait point d'orgue demain soir à la PdA.

Chacun de ses passages ici est salué par une presse dithyrambique et un public conquis, et celui-ci ne risque pas de faire exception, quatre années sans l'amie belge ayant attisé les attentes et fait décupler notre curiosité. Et ce d'autant plus qu'*Une fille très scène*, son album-concert paru en 1994, sur lequel elle chantait «*Nous sommes des sœurs jumelles, nées sous le signe des géméaux*» en duo avec Muriel Robin (tirée des *Demoiselles de Rochefort*) n'est jamais sorti ici: «*Bon, je regrette*», dit-elle, elle aussi agacée par la bourde diplomatique, apparemment imputable à un problème de compagnies de disques.

Juste une petite fille, le spectacle qu'elle vient nous présenter, emprunte son titre à la très belle chanson que Jean-Claude Vannier a écrite pour elle sur *Différente*: «*Me pencher un peu sur le vasistas / Pour voir les sales gosses qui jouent sur la place / Et me regarder dans ma glace / Pour me retrouver en face / D'une petite fille.*» «*Le spectacle tourne beaucoup autour du thème de l'enfance; je parle de ma fille, mais aussi de mon enfance, de l'enfance en général et sous toutes ses formes*», raconte cette fille de professeur de musique, qui a été élevée à l'ombre du conservatoire où enseignait son père et fut initiée en bas âge à la grande musique. «*Juste une petite fille est aussi un prétexte pour raconter des histoires d'enfance, pour parler de la vie et faire un spectacle vivant*», explique-t-elle, regrettant toutefois ne pas pouvoir présenter le concert tel qu'il a été créé, c'est-à-dire avec un orchestre à cordes important, devenu trop onéreux pour un spectacle outre-mer, présenté une seule fois de surcroît. Cela dit, «*Le Québec, c'est toujours la cerise sur le gâteau, pour moi*», explique la chanteuse de 36 ans, qui craint aujourd'hui le blues de la fin de tournée: «*J'ai un peu peur de la chute, de me retrouver seule entre mes quatre murs.*»

Maurane nous promet un spectacle dépoilé, plus construit et moins chargé que ses concerts antérieurs, humoristique mais moins excessif que ce qu'elle a déjà donné, relié par un fil conducteur qu'elle a tissé avec l'aide de la metteuse en scène Mireille Viti, qui a apporté au spectacle une discipline scénaristique, peaufinant les commentaires entre les chansons. Peut-être est-ce parce qu'elle jette présentement un regard rétrospectif sur sa carrière, en vue d'une prochaine compilation, que Maurane, qui craque pour la salsa («*ça m'érotise, ça me fait rêver*»), a eu envie de revoir la facture de certaines des chansons qu'elle interprète en concert. La version rumba de *Toutes les mammas*, la version rhythm'n'blues de *Tu es parti* et les arrangements délirants de *Pas gai le pagaille* promettent de cracher fort. «*Un spectacle, c'est une aventure extérieure*», explique Maurane, tandis qu'*«un disque, c'est une aventure intérieure. Le spectacle, c'est exercer, exulter, exalter, c'est mettre en avant. Un disque, ça dépasse pas quatre murs, et y a pas l'adrénaline de la scène. C'est très calme, comme aventure, et tout compte fait je sais pas si ça me convient vraiment d'être calme.*»

## Quelques questions

Quel est le dernier disque que vous avez acheté? «*Une compilation de Paco de Lucia, une autre de Peggy Lee.*»

Un artiste dont vous aimeriez reprendre une chanson? «*J'aimerais mettre des paroles un jour sur le Deuxième Concerto en sol de Ravel.*»

Quel artiste décédé vous manque le plus? «*Michel Berger. Parce que je ne m'attendais pas à ça. Il est parti tôt, et je pensais pas y être autant attachée.*»

Si vous pouviez refaire votre vie?

«*Je suis constamment en train de la refaire.*»

Quelle est votre spécialité culinaire?

«*Disons l'osso buco, puis les mets italiens.*»

Quelle chanson regrettez-vous d'avoir enregistré?

«*Manie, manigance. Je sais que les gens l'aiment beaucoup, mais j'ai l'impression qu'elle devait pas être enregistrée comme ça.*»

Croyez-vous au père Noël?

«*Oui, d'ailleurs, j'ai un sapin de Noël chez moi, pendant toute l'année. Quand quelque chose de bien m'arrive, même si c'est au mois de juillet, je me dis toujours: «Tiens, c'est Noël!»*»